

Non-Corrigé  
Uncorrected

Traduction  
Translation

**AU**

CR 2009/15 (traduction)

CR 2009/15 (translation)

Jeudi 17 septembre 2009 à 10 heures

Thursday 17 September 2009 at 10 a.m.

12

Le VICE-PRESIDENT, faisant fonction de président : Veuillez vous asseoir. L'audience est ouverte. Je donne la parole à M. Sands pour qu'il poursuive son exposé. Vous avez la parole Monsieur.

M. SANDS :

**XIV. L'URUGUAY A VIOLÉ SES OBLIGATIONS D'EMPÊCHER LA POLLUTION  
(ARTICLES PREMIER, 36 ET 41 DU STATUT)  
DEUXIÈME PARTIE**

**IV. L'Uruguay a violé les articles premier, 36 et 41 du statut**

1. Monsieur le président, Messieurs les juges, après avoir exposé hier les faits qui permettent d'évaluer si l'Uruguay a respecté les obligations qui lui incombent en vertu des articles premier, 36 et 41 du statut, j'aimerais aborder aujourd'hui l'aspect juridique de cette affaire, à savoir les violations de ces dispositions commises par l'Uruguay, qui se manifestent de différentes manières et qui ont fait l'objet de développements exhaustifs de la part des deux Parties en présence<sup>1</sup>. Avant de me concentrer sur cinq arguments de droit proprement dits, j'aimerais faire trois remarques préliminaires.

2. Première remarque préliminaire : contrairement à ce que prétend l'Uruguay<sup>2</sup>, cette usine Botnia est reconnue en droit international comme présentant un risque inhérent. En effet, les usines de fabrication de pâte à papier et de papier sont classées dans de nombreux instruments juridiques internationaux — tels que la convention sur les polluants organiques persistants, entre autres — comme présentant des caractéristiques nécessitant qu'elles soient soumises à un contrôle réglementaire et environnemental très rigoureux<sup>3</sup>. Il en découle pour l'Uruguay un devoir impérieux d'agir avec vigilance, diligence et précaution.

---

<sup>1</sup> MA, par. 5.20-5.83 ; RA, par. 4.149-4.184.

<sup>2</sup> CMU, par. 409-411 et chiffres cités, d'après le rapport de Thomas Deardorff, 8 juillet 2007, CMU, vol. X, annexe 215.

<sup>3</sup> Voir par exemple l'appendice I de la convention ONU/CENUE sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière, signée à Espoo en 1991 ; l'annexe I de la convention ONU/CENUE sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement, signée à Aarhus en 1998 ; et l'annexe IV.2 du protocole de 1999 à la convention de 1979 sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance, relatif à la réduction de l'acidification, de l'eutrophisation et de l'ozone troposphérique.

13

3. Deuxième remarque préliminaire : l'Uruguay a adopté une stratégie bien connue en cherchant à réécrire nos arguments, attribuant tout d'abord à l'Argentine des allégations qu'elle n'avait pas faites, puis tentant de les contester. L'Uruguay prétend que toute l'argumentation de l'Argentine repose sur «une seule hypothèse quant aux faits», à savoir que le volume de pollution émanant de Botnia est si important et si nocif qu'il est en soi interdit par le statut de 1975<sup>4</sup>. Or cela ne correspond en rien à l'argumentation de l'Argentine, qui n'a *a priori* aucune objection à la construction d'une grande usine de pâte à papier. Une telle usine rejetant directement ses effluents dans l'océan, par exemple, donnerait lieu à des considérations juridiques totalement différentes. Mais, ayant choisi d'implanter cette usine précisément sur ce site, l'Uruguay doit s'attendre à ce que le statut soit interprété de manière stricte.

4. Troisième remarque préliminaire : l'Uruguay prétend que l'usine satisfait aux exigences des articles premier, 36 et 41 car *a)* les concentrations de polluants dans les rejets d'effluents sont généralement conformes aux limites réglementaires, et *b)* les concentrations de la plupart des contaminants présents dans l'eau — mais pas de tous — sont généralement conformes aux limites établies par la CARU ou par la législation uruguayenne, ou bien, prétend l'Uruguay, ces limites sont inexistantes. Voilà un argument bien peu concluant en l'espèce, car le niveau des concentrations dans les rejets n'a absolument aucune pertinence lorsque la capacité du milieu récepteur n'a pas été correctement évaluée. Peut-être l'usine se classe-t-elle, comme l'ont prétendu certaines personnes s'exprimant au nom de l'Uruguay, parmi les cinq premières au monde en termes de contaminants produits par tonne de papier, mais en tout état de cause aucun Etat de l'Union européenne n'aurait pu autoriser des rejets aussi importants dans un site tel que celui-ci, quelle que soit par ailleurs l'efficacité de l'usine en question. Quant aux normes relatives aux concentrations dans l'eau, certaines d'entre elles — par exemple la concentration du phosphore — ne sont manifestement pas respectées, mais quand bien même elles le seraient, la question essentielle est de savoir si des modifications écologiques ont eu lieu ou si une pollution nocive a été produite, et non de savoir si telle ou telle norme spécifique a ou non été respectée, car tel n'est pas le propos du statut. Or la prolifération des algues témoigne de l'existence de changements

---

<sup>4</sup> CMU, par. 4.3.

écologiques et de la présence d'une pollution nocive. Les articles premier, 36 et 41 imposent des obligations de fond, non de forme.

5. J'en arrive maintenant à mes cinq points principaux.

**A) L'Uruguay n'a pas fourni suffisamment de données initiales**

6. Premièrement, nous affirmons que l'Uruguay a violé les articles 36 et 41 du statut en ne recueillant pas les données initiales nécessaires à l'évaluation de l'effet polluant de l'usine Botnia. Sans de telles données, en effet, l'Uruguay s'est privé de la possibilité d'empêcher toute pollution nocive ou d'éviter que ne se produisent des changements écologiques. Or il a eu tout loisir de recueillir ces données et de comprendre le caractère spécifique du milieu récepteur, mais n'a fait ni l'un ni l'autre. Comment l'Uruguay peut-il respecter ses obligations en matière de prévention s'il agit sur la base d'hypothèses de départ inadéquates et erronées ? L'Uruguay s'est trompé sur le courant du fleuve et sur la direction du vent et ces erreurs le mettent dans l'incapacité de respecter ses obligations de fond. L'Uruguay n'a commencé à recueillir des données initiales — et encore de manière inadéquate et incomplète — que cinq mois avant le lancement de la construction, c'est-à-dire des années après la sélection du site et la conception de l'usine<sup>5</sup>. Il n'a absolument pas été tenu compte de données initiales dans le choix du site. En ne se donnant pas les moyens de savoir quel serait l'ensemble des conséquences de ses actes, l'Uruguay a violé son obligation d'empêcher la pollution et d'éviter que des changements écologiques ne se produisent.

14

**B) L'Uruguay n'a pas mesuré l'impact des effluents**

7. Deuxièmement, l'Uruguay a également violé ces dispositions en ne s'assurant pas que l'impact de la pollution produite par l'usine serait mesuré, évalué et surveillé de manière précise et exhaustive. M. Wheeler, qui interviendra après moi, vous en dira plus à ce sujet, mais la surveillance et les mesures auxquelles procède l'Uruguay sont inadéquates. Il n'a pas identifié tous les polluants pertinents et ne surveille pas la situation de manière suffisante ou régulière, ou au bon moment. L'Uruguay est incapable d'éviter que des changements n'affectent l'équilibre écologique ou d'empêcher la pollution car il ne mesure pas correctement l'impact des rejets de l'usine sur le

---

<sup>5</sup> RA, vol. III, annexe 44, deuxième rapport Wheeler, sect. 3.12.

fleuve. Si, par exemple, il avait surveillé le phénomène d'inversion du courant, il aurait peut-être pu faire cesser les rejets et empêcher que ne surviennent les événements de février. Mais il ne surveillait ni courant ni direction, et c'est de cette absence de surveillance adéquate que découlent les changements écologiques survenus et la pollution nocive, en violation du statut.

**C) L'Uruguay est à l'origine de modifications de l'équilibre écologique en violation de l'article 36**

8. Examinons maintenant le troisième aspect de la violation : conformément à l'article 36, l'Uruguay a l'obligation de coordonner certaines mesures avec l'Argentine, par l'intermédiaire de la commission. Il a manifestement manqué à cette obligation. Ayant choisi de contourner la CARU, l'Uruguay a non seulement violé ses obligations procédurales mais a également manqué aux dispositions de l'article 36 pour cette simple raison. Comment peut-on coordonner des mesures, comme le prescrit l'article 36, par l'intermédiaire d'une structure que l'on a décidé d'éviter ?

15 9. La coordination sur la question des nutriments aurait été particulièrement utile avant que l'Uruguay ne choisisse le site ou n'autorise l'usine. Les nutriments et autres polluants sont étroitement liés aux modifications de l'équilibre écologique. L'Uruguay autorise des rejets d'énormes quantités de nutriments dans un fleuve déjà eutrophe. Il a estimé à tort que le courant du fleuve se chargerait de tous ces nutriments — les entraînerait en aval. En été, le débit a chuté, les eaux se sont réchauffées, elles ont stagné, mais les rejets se sont poursuivis. En février, ces facteurs se sont combinés pour créer une prolifération d'algues sans précédent dans la zone située autour de l'usine Botnia, qui s'est ensuite déplacée en amont sur une distance de 25 kilomètres ou plus. Cette prolifération d'algues est due à des nutriments et est le signe de modifications de l'équilibre écologique. En autorisant le projet, qu'a fait l'Uruguay pour coordonner avec l'Argentine, par l'intermédiaire de la CARU, les mesures prescrites par l'article 36 ? Rien. Il a évité de consulter la CARU sur ce projet.

10. M. Colombo vous a donné des preuves indéniables de la relation existant entre l'usine et la prolifération d'algues. L'Argentine a été étonnée que l'Uruguay ne dise mot de cet incident dans les documents qu'il a déposés le 30 juin 2009. Il en a dit un peu plus dans les documents qu'il a soumis le 15 juillet en réponse à l'Argentine, où il soutient que la prolifération d'algues n'avait rien

à voir avec l'usine et qu'«elle f[aisait] partie du grand nombre d'efflorescences observées depuis des décennies sur le fleuve»<sup>6</sup>. Il est alors curieux qu'aucune évaluation environnementale de Botnia ni aucun document de l'Uruguay ayant précédé la décision d'autoriser la construction de l'usine ne mentionnent la prolifération d'algues dans cette zone. L'Uruguay ne peut jouer sur les deux tableaux. Si la prolifération d'algues est un élément à ce point caractéristique des eaux situées au large de l'usine Botnia, les évaluations environnementales sont alors manifestement déficientes puisqu'elles ne l'ont pas détecté. Mais si la prolifération d'algues de ce type ou de cette importance n'est pas caractéristique de ces eaux, l'argument de l'Uruguay selon lequel il s'agit d'un fait ordinaire ne tient pas. Dans l'un ou l'autre cas, en laissant rejeter de telles quantités de nutriments, l'Uruguay a omis de «contenir ... [d']autres facteurs nocifs sur le fleuve», et a manqué à son obligation d'«éviter une modification [de l'équilibre] écologique».

11. Monsieur le président, je signalerai à cet égard un élément connexe. L'Uruguay a beaucoup insisté sur le fait qu'il respectait les normes environnementales les plus élevées, y compris celles de l'Union européenne. Mais l'Uruguay ne les respecte pas<sup>7</sup>. Par exemple, la directive de 1991 de l'Union européenne relative au traitement des eaux urbaines résiduaires (directive 91/271) fixe les valeurs de concentration de phosphore dans les eaux sujettes à l'eutrophisation. Et cette directive précise qu'une masse d'eau douce doit être identifiée comme zone sensible dès lors qu'elle est «eutrophe ou pourrait devenir eutrophe à brève échéance si des mesures de protection ne sont pas prises». Eh bien, les eaux réceptrices du fleuve Uruguay sont eutrophes, la DINAMA l'a reconnu. Partant, selon le droit communautaire, les rejets de phosphore devraient être réduits. L'usine Botnia, elle, augmente ces rejets au lieu de les réduire. L'implantation de l'usine à cet endroit du fleuve Uruguay est à l'évidence incompatible avec les normes pertinentes de l'Union européenne. Face à cette réalité, que répond l'Uruguay ? Il affirme qu'en l'espèce, la norme européenne est «artificiellement basse»<sup>8</sup>. Là encore, l'Uruguay ne peut jouer sur les deux tableaux : soit il se conforme aux normes européennes, soit il ne s'y conforme

16

---

<sup>6</sup> Commentaires de l'Uruguay relatifs aux documents nouveaux fournis par l'Argentine, 15 juillet 2009, introduction, par. 1.8. Voir aussi annexe C2, Lizet De Leon, «Efflorescence de cyanobactéries potentiellement toxiques près des côtes de la ville de Fray Bentos (4 février 2009)», 5 février 2009.

<sup>7</sup> RA, par. 3.97 et 4.168.

<sup>8</sup> DU, par. 4.89.

pas. Il ne peut choisir à son gré. Nous attendons avec impatience d'entendre la semaine prochaine les dernières explications de l'Uruguay esquivant la question de savoir s'il respecte ou non les normes européennes.

12. Voilà qui nous ramène à la question des nonylphénols, dont l'utilisation est interdite dans l'industrie de la pâte à papier — notamment dans l'Union européenne — et dont on trouve aujourd'hui des concentrations importantes dans les échantillons d'eau, les sédiments et les coquillages à proximité immédiate de la conduite d'évacuation de Botnia<sup>9</sup>, ainsi que dans la pâte produite par l'usine<sup>10</sup>. La question des nonylphénols s'est fait jour tardivement en la présente affaire. L'Argentine n'en a eu connaissance dans toute son ampleur qu'à la fin du mois de juin, lorsque M. Colombo a remis ses conclusions. Il est intéressant de noter que celles-ci sont confirmées par le rapport EcoMetrix de mars 2009, lequel révèle une augmentation importante des substances phénoliques dans l'eau du fleuve, mais — curieusement — ne contient aucun commentaire à cet égard<sup>11</sup>. Les éthoxylates de nonylphénol — ou NPE — sont utilisés comme détergents industriels ou agents tensioactifs. L'industrie de la pâte à papier les emploie pour le nettoyage des copeaux de bois et de l'intérieur des usines. Si l'Argentine a présenté à la Cour de nouveaux documents sur le sujet, c'est qu'ils amènent à s'interroger sur le respect des normes européennes auxquelles l'Uruguay se déclare si attaché, et que le manque de transparence que l'Uruguay manifeste sur ce point nous fait craindre qu'il laisse des produits chimiques très dangereux polluer le fleuve et affecter les organismes vivants. Depuis 2005, l'Argentine demande à l'Uruguay de lui communiquer des informations détaillées sur tous les produits chimiques utilisés dans l'usine. L'Uruguay ne lui a cependant jamais révélé le nom des «agents dispersants» utilisés pour nettoyer les copeaux d'eucalyptus ou l'usine<sup>12</sup>. Nous n'avons trouvé aucune information sur la nature des produits chimiques servant au nettoyage, ce qui renforce notre crainte que l'usine utilise — ou ait utilisé — des nonylphénols interdits.

---

<sup>9</sup> CR 2009/12, p. 48-49 (Sands).

<sup>10</sup> Documents disponibles à l'adresse <http://mrecic.gov.ar/public>.

<sup>11</sup> Documents nouveaux produits par l'Uruguay, 30 juin 2009, annexe S7 ; EcoMetrix, monitoring indépendant de la performance environnementale de l'usine, réalisé à la demande de la SFI (phase 3 : examen de la performance environnementale de l'année 2008) (ci-après, troisième rapport d'EcoMetrix), mars 2009, onglet T4.4, p. 4.10.

<sup>12</sup> Première réunion du groupe technique de haut niveau Argentine-Uruguay (GTAN) (3 août 2005), CMU, annexe 127, point 2.2 ; et GTAN/DU/9/14-9-05, CMU, annexe 130.

17

13. En réponse aux éléments de preuve que nous avons présentés relativement aux nonylphénols, l'Uruguay a communiqué une attestation sous serment de Mme Torres, directrice nationale de l'environnement à la DINAMA, datée du 13 juillet 2009. Mme Torres est membre de la délégation uruguayenne ici présente, en tant que conseiller scientifique et expert mais, bien entendu, pas en qualité de conseil. Sa déclaration est d'une portée très limitée et elle est intéressante surtout par ce qu'elle ne dit pas. Puisque Mme Torres admet que les nonylphénols sont utilisés dans les procédés de nettoyage, tant des copeaux d'eucalyptus que de l'usine, on aurait pu s'attendre à ce qu'elle explique en détail comment les copeaux de bois sont nettoyés dans l'usine Botnia et quels sont les composés chimiques utilisés. On aurait pu s'attendre à ce qu'elle déclare formellement que des nonylphénols ne sont utilisés dans aucun procédé de nettoyage. Or, elle ne dit rien du tout des procédés de nettoyage. Que dit Mme Torres ? [Planche n° XV : 1 à l'écran.] Au paragraphe 4, elle déclare : «des éthoxylates de nonylphénol peuvent être utilisés dans l'industrie du papier, mais ils ne sont pas directement associés à l'industrie de la pâte à papier». Si elle entend par là que l'industrie de la pâte à papier n'utilise pas de NPE, alors elle fait erreur, ainsi que cela ressort clairement de la directive européenne 2003/53. Il ne fait aucun doute que les nonylphénols — y compris les NPE — sont très largement utilisés pour produire de la pâte à papier, notamment à partir de feuillus tels que l'eucalyptus, lesquels contiennent de grandes quantités de graisses ou substances lipophiles qu'il faut supprimer afin d'accroître la valeur commerciale de la pâte. [Fin de la projection de la planche XV : 1.] [Planche XV : 2 à l'écran.] Au paragraphe 1, Mme Torres indique que «le nonylphénol et ses dérivés éthoxylés ne sont pas des éléments inhérents aux procédés de fabrication de la pâte Kraft ou de son blanchiment sans chlore élémentaire (ECF)». Là encore, la déclaration est ambiguë : si Mme Torres veut dire que les NPE ne sont pas largement utilisés dans le cadre de ces activités de par le monde, alors elle a tort. Toujours au paragraphe 1, Mme Torres dit que «l'usine Botnia ... n'utilise ni nonylphénol, ni ses dérivés éthoxylés, dans ses processus de production et de blanchiment». Cette déclaration est fort curieuse. Ainsi que je l'ai déjà expliqué, les NPE sont utilisés pour le nettoyage, et non pour le blanchiment. En outre, le processus de nettoyage des copeaux est souvent considéré comme distinct des «processus ... de production». Quoi qu'il en soit, telle que formulée, la déclaration de Mme Torres n'englobe pas le nettoyage intérieur de l'usine. [Fin de la projection de la



18

planche XV : 2.] [Planche n° XV : 3 à l'écran.] Au paragraphe 2, Mme Torres indique que l'usine Botnia «ne génère ni nonylphénols ni dérivés exthoxylés dans le cadre d'aucun de ses procédés». Une nouvelle fois, la formulation est ambiguë. Les procédés de nettoyage des copeaux de bois ou de l'usine ne sauraient en aucun cas «générer» des NPE : ces procédés utilisent des produits contenant des NPE qui sont ensuite rejetés dans les effluents. [Fin de la projection de la planche n° XV : 3.] Il est également frappant que Mme Torres ne précise pas sur quoi elle se fonde pour exprimer ces vues, aussi limitées soient-elles. Elle ne prétend pas avoir une connaissance ou une expérience personnelle directe de ces questions techniques particulières ; elle ne travaille pas non plus dans l'usine Botnia. On ne peut donc que supposer qu'elle a eu des contacts avec des personnes de l'usine directement impliquées et qu'elle se fonde sur les vues que celles-ci ont exprimées. Mais pourquoi ne le dit-elle pas dans sa déclaration sous serment ? Qui a fourni à Mme Torres ces informations limitées ? Pourquoi ne tranche-t-elle pas la question une bonne fois pour toutes en présentant de manière détaillée les différents procédés de nettoyage et en donnant la liste exhaustive de toutes les substances chimiques — et en précisant bien leur quantité et le type de préparations dans lesquelles elles entrent — qui ont été utilisées dans les activités de nettoyage et ce, depuis le mois de novembre 2007 ? Sa déclaration sous serment soulève bien plus de questions qu'elle n'en résout.

14. Quoi qu'il en soit, compte tenu de cette déclaration et de ses ambiguïtés, l'Argentine a demandé à M. Colombo de revoir ses conclusions et d'effectuer de nouvelles évaluations, ce qu'il a fait. Il vous a dit confirmer ses premières constatations, et nous nous fions à ses conclusions. Selon nous, elles prouvent de manière concluante que des NPE ont été rejetés dans le fleuve par Botnia, contrairement aux assurances données à la Cour en 2006 concernant le droit de l'Union européenne. Nous notons que l'Uruguay ne fera pas entendre Mme Torres comme témoin, puisqu'il n'a pas fait valoir son droit — «en temps utile avant l'ouverture de la procédure orale», selon les termes de l'article 57 du Règlement — de la faire entendre. Peut-être les conseils de l'Uruguay nous parleront-ils la semaine prochaine des nonylphénols. En attendant, l'Argentine s'est employée à trouver un expert des nonylphénols — ce qui n'est pas chose facile — pour faire établir un rapport indépendant qui aidera à connaître la vérité sur cette question.

15. A propos des témoins et de l'article 57, vous constaterez que M. Neil McCubbin est cité dans la liste de la délégation uruguayenne comme conseiller scientifique et expert. Cela nous a surpris, puisqu'il a été engagé par la Société financière internationale pour procéder, à l'intention de cette organisation internationale, à une expertise indépendante — je répète, indépendante — sur des questions liées à l'autorisation de l'usine qui sont aujourd'hui en litige. Lui non plus n'a pas été appelé comme témoin par l'Uruguay. Compte tenu du travail qu'il a effectué pour la Société financière internationale sur des questions dont la Cour est directement saisie, nous supposons qu'il n'est pas censé prendre la parole devant vous la semaine prochaine sous une autre étiquette que celle qui était la sienne lorsqu'il travaillait comme expert indépendant pour la SFI.

19

16. Sur la base des éléments de preuve dont nous disposons, nous invitons la Cour à conclure que les concentrations accrues de nonylphénols que l'on trouve dans le fleuve — avec d'autres polluants — sont dues aux rejets de l'usine Botnia, effectués en violation de l'article 36 du statut. En s'employant à court-circuiter la CARU, en n'exécutant pas son obligation de coordonner ses actions avec l'Argentine, d'éviter que ne se produisent des changements dans l'équilibre écologique et de lutter contre les effets nocifs, et en omettant d'informer l'Argentine ou la CARU, dans le cadre d'un processus de coordination, sur ces rejets et autres déversements polluants, l'Uruguay, nous l'affirmons, a violé les obligations que lui impose l'article 36.

**D) *L'Uruguay n'a pas empêché la pollution, en violation de l'article 41***

17. J'en viens à présent à l'article 41, l'obligation d'empêcher la pollution, mon quatrième grand argument. Si la décision d'autoriser le rejet de nutriments en de telles quantités dans un fleuve qui subit des phénomènes d'eutrophisation, d'inversion de courant et de stagnation n'est pas une violation de l'obligation de «protéger et de préserver le milieu aquatique», on voit difficilement ce qui en constituerait une. En autorisant de tels rejets, d'azote et de phosphore par exemple, l'Uruguay n'empêche pas la pollution : il n'a pas adopté les mesures appropriées à l'usine Botnia, ni respecté les accords environnementaux internationaux applicables<sup>13</sup>. L'Uruguay n'a pas agi «en harmonie avec les directives et les recommandations des organismes techniques internationaux», notamment les normes européennes auxquelles il avait unilatéralement déclaré qu'il se

---

<sup>13</sup> Notamment la convention de 1992 sur la diversité biologique, voir par. 3.216-3.219, et la convention de 1971 relative aux zones humides d'importance internationale (convention de Ramsar), voir MA, par. 3.211-3.213.

conformerait, déclaration dont l'Argentine a le droit de se prévaloir conformément à la jurisprudence de la Cour.

20

18. Le non-respect de l'obligation de «protéger et de préserver le milieu aquatique» ne se limite pas à des déversements massifs de nutriments. L'Argentine est tout aussi préoccupée par le rejet d'autres substances polluantes présentes en grandes quantités dans les effluents venant de l'usine Botnia. Je viens de parler des nonylphénols, mais du fer, du cuivre, du chrome, du zinc et de l'arsenic sont eux aussi déversés dans une masse d'eau qui présente déjà des concentrations élevées de ces polluants dans cette portion du fleuve, y compris dans les sédiments. Le fait que ces polluants ne soient souvent pas dispersés en aval, l'été surtout, signifie, dans le cas du fer par exemple, qu'ils continuent de s'accumuler. Cela se produit déjà en quantités mesurables<sup>14</sup>. L'argument de l'Uruguay selon lequel la mise en service de l'usine n'a pas eu «d'impact mesurable» est simplement indéfendable<sup>15</sup>. La présence de polluants en quantités accrues indique que l'Uruguay viole plusieurs normes<sup>16</sup>. Dans son deuxième rapport, M. Wheeler a relevé par exemple que les limites supérieures des concentrations d'arsenic prédites dans l'étude d'impact cumulé finale «atteignent des niveaux alarmants», par rapport aux normes définies par l'Uruguay dans sa propre législation, et qu'elles dépassent déjà les limites de concentration autorisées dans les sédiments, selon les données fournies par la DINAMA<sup>17</sup>. Les activités de surveillance les plus récentes de l'Argentine mettent en évidence des niveaux constamment élevés de fer dans l'eau et les sédiments<sup>18</sup>. Les observations indiquent que c'est là le résultat direct du déversement d'effluents par Botnia. Comme vous l'a dit M. Colombo, des concentrations de plus en plus élevées de dioxines et de furanes sont observées chez les sábalo, une importante espèce de poissons, ainsi que dans les données sur les sédiments, la qualité des eaux et les coquillages<sup>19</sup>. Ces

---

<sup>14</sup> Documents nouveaux produits par l'Argentine, 30 juin 2009, vol. I, rapport scientifique et technique (ci-après rapport scientifique et technique de l'Argentine), résumé, par. 6 de la partie intitulée «résultats» et sect. 4.3.2.2.

<sup>15</sup> DU, par. 1.2.

<sup>16</sup> RA, par. 4.166 et annexes, vol. III, annexe 44, deuxième rapport Wheeler.

<sup>17</sup> RA, par. 3.96.

<sup>18</sup> Rapport scientifique et technique de l'Argentine, résumé, par. 6 de la section consacrée aux «résultats», et sect. 4.3.2.2.

<sup>19</sup> *Ibid.*, chap. 3, résumé, par. 7 et 8, et en particulier, sect. 2.2 et 3.6.

substances sont présentes en quantités relativement faibles, mais les signes indicateurs d'une accumulation rapide et progressive dans les sédiments et dans la biomasse sont là.

19. Pour ce qui est de la pollution atmosphérique, nous considérons que les émissions dans l'air relèvent aussi des obligations imposées à l'article 41. L'usine Botnia déverse des quantités mesurables de furanes, de dioxines et d'autres polluants atmosphériques qui sont déversés directement dans le fleuve. Les incidents réguliers et répétitifs qui entraînent la présence de sulfures d'hydrogène en quantités détectables en Argentine<sup>20</sup> affectent les utilisations récréatives du fleuve, qui sont couvertes par le statut.

**21**

20. Dernier point se rapportant à l'article 41 : l'Uruguay viole les obligations qui lui incombent en matière de protection de la biodiversité. Les impacts de la pollution sur le site, sur les poissons et les rotifères notamment, constituent autant de violations du statut. Nous rappelons à la Cour que, en 2005 déjà, la DINAMA avait exprimé de profondes préoccupations au sujet des impacts de l'usine sur les poissons<sup>21</sup>. L'expérience lui donne aujourd'hui raison, mais une fois encore, elle n'avait pas été écoutée.

#### ***E) L'Uruguay a agi en violation de l'article premier***

21. Pour finir, je voudrais dire quelques mots sur l'article premier, qui impose à l'Uruguay de contribuer à «l'utilisation rationnelle et optimale du fleuve Uruguay», dans le strict respect des obligations découlant des traités et autres engagements internationaux en vigueur à son égard. En ne prenant pas en coordination avec l'Argentine les mesures voulues pour éviter que ne se produisent des changements écologiques, en ne prenant pas les mesures nécessaires pour empêcher la pollution, l'Uruguay s'est également engagé sur une voie qui entraîne nécessairement pour lui l'impossibilité de respecter l'obligation de contribuer à «l'utilisation rationnelle et optimale» du fleuve.

---

<sup>20</sup> Voir rapport scientifique et technique de l'Argentine, résumé, sous-par. 1 et chap. 1, en particulier sect. 2.1, 2.3, 2.4, 3.2 et 4.32.

<sup>21</sup> CMU, annexes, vol. II, annexe 20, p. 25.

## V. CONCLUSIONS

22. Je vais maintenant conclure. C'est la Cour qui, en dernier ressort, devra déterminer le sens et la portée des articles premier, 36 et 41 du statut. Elle est donc investie d'une responsabilité particulière, qu'il lui faudra bien entendu exercer au regard de son abondante jurisprudence sur ces matières. Elle devra certes examiner des questions et des faits qui ne sont pas totalement dépourvus de complexité technique. Mais, au bout du compte, une vérité fondamentale se dégage des obligations imposées par le statut : ses rédacteurs voulaient protéger et préserver l'environnement aquatique du fleuve Uruguay, et empêcher toute pollution du fleuve dans des quantités nocives. Ils voulaient éviter que des modifications écologiques ne se produisent dans le fleuve. Et ils voulaient assurer l'utilisation rationnelle et optimale de celui-ci. L'Uruguay et l'Argentine ont l'un et l'autre accepté ces engagements en tant qu'obligations juridiques internationales et, pendant plus de trente ans, le mécanisme ainsi établi a fonctionné de façon relativement satisfaisante, quoique imparfaite. Au vu des éléments de preuve, il semble clair que, si on laisse l'usine continuer de fonctionner et de déverser ses rejets à cet endroit, et en si grande quantité, cela modifiera radicalement et irréversiblement la nature du fleuve. Le problème de l'inversion du courant et de la stagnation, sur lequel M. Raggio a fait un travail si remarquable, ne peut pas être résolu rapidement par des remèdes techniques. Il semblerait donc que la Cour se trouve en quelque sorte à une croisée des chemins, face à une affaire environnementale d'envergure dans laquelle, comme diraient nos amis américains, «the rubber really hits the road» [l'heure de vérité est arrivée]. L'Argentine ne doute pas que la Cour remplira sa mission et protégera le fleuve : elle invite la Cour à juger que l'Uruguay a violé les articles premier, 36 et 41 du statut et à en tirer les conséquences qui s'imposent.

23. Monsieur le président, Messieurs les juges, je vous remercie pour votre attention et vous invite à appeler M. Wheeler à la barre.

Le VICE-PRESIDENT, faisant fonction de président : Merci, Monsieur Sands. J'invite maintenant M. Wheeler à s'adresser à la Cour. Vous avez la parole, Monsieur.

M. WHEATER : Merci, Monsieur le président.

## **XV. L'INSUFFISANCE MANIFESTE DE LA SURVEILLANCE ET DES ÉVALUATIONS DE L'IMPACT SUR L'ENVIRONNEMENT URUGUAYENNES**

### **Déclarations liminaires**

1. Monsieur le président, Messieurs de la Cour, M. Colombo vous a exposé hier (CR 2009/14) les principaux résultats du programme complet de surveillance de l'Argentine. J'espère que comme moi vous avez été impressionnés par la portée de ce travail, sa qualité scientifique et la capacité des techniques scientifiques modernes de détecter les prémisses de dommages à long terme ainsi que les effets flagrants immédiats de la pollution. A partir de l'expérience que j'ai acquise en conseillant le Gouvernement britannique et d'autres gouvernements, des Etats dont les Etats-Unis et des organismes internationaux comme l'Unesco sur des questions environnementales majeures en matière de cours d'eau et de ressources en eau, je peux dire sans réserve qu'il s'agit là d'un travail répondant aux normes de qualité internationales les plus élevées et sans précédent par son exhaustivité.

2. Toutefois, aussi sophistiquée la science soit-elle, ce qu'il en ressort est en gros assez simple : pour mener une évaluation adéquate de l'impact sur l'environnement ou concevoir un programme de surveillance approprié, il est nécessaire de bien comprendre le système naturel. Le programme scientifique argentin a clairement démontré les carences les plus fondamentales de l'appréciation uruguayenne du fonctionnement de ce système. Il ne s'agit pas de points de détail sur lesquels des gens raisonnables peuvent être en désaccord. Et les mesures les plus élémentaires et les plus simples, essentielles pour qu'une évaluation soit crédible, auraient fait apparaître l'erreur viciant les hypothèses fondamentales de cette appréciation. J'examinerai d'abord les évaluations environnementales de Botnia et de l'Uruguay, pour passer ensuite au programme de surveillance de l'Uruguay.

23

### **Les insuffisances de l'évaluation uruguayenne de l'impact sur l'environnement**

3. Je commence avec l'évaluation environnementale et avec l'air. Je rappelle à la Cour les assurances données par Botnia et la Banque mondiale. Le projet d'EIC indiquait : «les données sur les vents recueillies à Gualeguaychú ... donnent à penser que les vents soufflent essentiellement du nord ou du nord-est, avec des vents d'importance secondaire soufflant du sud-est et du sud»<sup>22</sup>. Il en

---

<sup>22</sup> Malcolm Pirnie, étude d'impact cumulé, décembre 2005, p. 21.

découlait à l'évidence que les vents dominants éloigneraient toute pollution atmosphérique de l'Argentine. Mais nous rappelons que selon les mesures de l'Argentine, les vents dominants soufflent vers l'Argentine 72 % du temps<sup>23</sup>. Je reviendrai plus tard sur ce que cela implique en termes de surveillance.

4. Les évaluations de l'impact sur la qualité de l'air dépendent, comme l'a montré M. Colombo, des vents et d'autres paramètres atmosphériques. Je rappelle à la Cour les assurances données par les consultants de la Banque mondiale. L'EIC concluait :

«Selon le changement prévu dans la qualité de l'air dans la ville de Gualeguaychú, tous les paramètres devraient être bien inférieurs aux paramètres correspondants définissant la qualité de l'air ambiant, ce qui signifie qu'il n'y aura pas d'effets sanitaires ni olfactifs ... ce changement sera imperceptible pour les résidents de Gualeguaychú.»<sup>24</sup>

M. Colombo a expliqué à la Cour qu'une pollution olfactive et d'autres pollutions atmosphériques avaient été observées à maintes reprises à Gualeguaychú et dans les environs<sup>25</sup>, et il en a décrit l'impact pour les résidents de la ville. Ces effets auraient été apparents si des études météorologiques appropriées, reposant sur des données fiables, avaient été effectuées. Manifestement, ces effets sont inacceptables pour les résidents et l'industrie du tourisme. Passons sur les assurances de l'Uruguay concernant la qualité de l'air.

5. Je me tourne maintenant vers le fleuve. Comme nous l'ont dit M. Sands et M. Colombo, la question du courant et, en particulier, l'interaction entre le courant et les effets des vents et des marées, constitue une question critique. On peut lire à cet égard dans le projet d'EIC :

«En de rares occasions, on a enregistré de brèves inversions des courants des eaux de surface à Fray Bentos. Ce phénomène se produit lorsque les courants dans le fleuve Uruguay sont extrêmement faibles, les marées hautes de printemps sont présentes dans le Río de la Plata, et les vents soufflant du sud et du sud-ouest sont forts ... ces rares manifestations d'inversion du courant ne durent que quelques heures.»<sup>26</sup>

L'Argentine a fait observer à maintes reprises que ceci était inexact et a clairement démontré, observations à l'appui, la fréquence élevée des inversions de courant<sup>27</sup>. Procéder à une mesure

24

---

<sup>23</sup> Rapport scientifique et technique de l'Argentine, chap. 1, p. 10.

<sup>24</sup> EcoMetrix, étude d'impact cumulé finale, septembre 2006, par. 4.39.

<sup>25</sup> Rapport scientifique et technique de l'Argentine, chap. 1, p. 47.

<sup>26</sup> Malcolm Pimie, étude d'impact cumulé, décembre 2005, p. 24.

<sup>27</sup> Rapport scientifique et technique de l'Argentine, chap. 2, p. 5/20-12/20.

simple de la vitesse, y compris la direction du courant, n'est pas compliqué — il suffisait à l'Uruguay d'installer du matériel élémentaire de surveillance pour constater les effets que l'Argentine a observés<sup>28</sup>.

6. En fait, les évaluations de l'impact sur l'environnement effectuées par Botnia et la SFI reposaient sur une modélisation du courant — et la même modélisation a été utilisée aux fins des deux évaluations. Je n'entreprendrai pas maintenant une critique détaillée de ce travail ; une telle critique figure dans le deuxième rapport établi par M. McIntyre et moi-même<sup>29</sup>. Il suffit de faire observer que ces études de l'impact environnemental reposaient sur une modélisation effectuée sans esprit critique avec des données insuffisantes. On n'a pas tenté de mesurer les données les plus élémentaires, notamment la bathymétrie. Il n'est pas surprenant que le modèle retenu ait été grossièrement inexact et inapproprié pour représenter les effets des inversions de courant.

7. Les conséquences de cette erreur fondamentale sont graves. Ainsi qu'il a été dit, le fleuve est exposé à d'énormes volumes de polluants rejetés par l'usine, et pendant des périodes importantes, précisément lorsqu'il est particulièrement vulnérable en raison des inversions de courant, les dilutions prévues par l'Uruguay ne se produisent pas. M. Colombo nous a donné de multiples éléments de preuve attestant l'accumulation d'effluents de l'usine Botnia en février 2009 et les conséquences sans précédent de ce phénomène en termes d'eutrophisation<sup>30</sup>. Ces conséquences comprennent la présence dans la prolifération de fibres de bois d'eucalyptus traité, de bactéries *klebsiella*, qui sont caractéristiques de la pulpe de bois, et des niveaux élevés de nonylphénols, de sodium et d'AOX.

8. Ce n'est pas seulement l'état actuel du courant qui a été mal interprété. M. Sands a montré à la Cour l'ampleur des modifications survenues dans la morphologie du fleuve ces dernières décennies<sup>31</sup>. Il devrait être évident pour tout scientifique informé que les fleuves peuvent modifier leur cours, et que dans ce type d'environnement, de telles modifications peuvent être rapides, et assurément se produire pendant la durée de vie d'un investissement majeur comme

25

---

<sup>28</sup> Premier rapport Wheeler, MA, annexe 5, vol. 5, p. 226.

<sup>29</sup> Deuxième rapport Wheeler, RA, vol. 3, annexe 44, sect. 3.6.

<sup>30</sup> Rapport scientifique et technique de l'Argentine, chap. 4, p. 115.

<sup>31</sup> *Ibid.*, chap. 2, p. 2/20.



l'usine Botnia. Celle-ci peut fonctionner pendant quarante ans en laissant derrière elle son legs de pollution. Pourquoi cela importe-t-il ? Premièrement, parce que les changements intervenant dans le cours principal du fleuve et la baie affectent la vitesse du courant et donc la dilution des effluents. Deuxièmement, parce que ces changements se produisent en raison des changements intervenant dans la sédimentation par érosion et par dépôt. Et les polluants rejetés par l'usine s'accumulent et continueront de s'accumuler dans les sédiments.

9. Comme mon collègue M. McIntyre et moi l'avons noté dans le rapport précité<sup>32</sup>, le traitement des sédiments et des accumulations de polluants qui leur sont associées ont été presque totalement négligés dans les diverses évaluations d'impact environnemental effectuées par Botnia et l'Uruguay. Mercredi, M. Colombo (CR 2009/14) a examiné les premiers éléments de preuve de l'accumulation de nonylphénols dans les sédiments du fleuve. Le rapport scientifique argentin de juin 2009 donne toutefois beaucoup plus de détails, y compris les résultats obtenus pour les dioxines et les furanes<sup>33</sup>.

10. Et finalement, M. Colombo nous a montré les premiers signes d'impact sur l'écologie du fleuve, sur les poissons, le zooplancton et les coquillages. De tels effets auraient dû être prévus à partir des nombreuses études scientifiques indépendantes disponibles sur l'expérience internationale de l'exploitation des usines de pâte à papier, que j'ai citées pour certaines dans mon intervention de lundi (CR 2009/12). La DINAMA a reconnu la possibilité de dommages<sup>34</sup>. Botnia et les consultants de la Banque mondiale ont choisi de ne pas tenir compte de cette possibilité, ou de recourir à la surveillance pour détecter ces effets. Ce qui m'amène au programme de surveillance de l'Uruguay.

### **Les insuffisances du programme uruguayen de surveillance**

11. Monsieur le président, Messieurs de la Cour, M. Colombo vous a expliqué hier ce que le programme complet de surveillance de l'Argentine, qui repose sur les méthodes scientifiques les plus actuelles, a révélé. Il m'échet maintenant de vous parler du programme de surveillance

---

<sup>32</sup> Deuxième rapport Wheeler, RA, vol. 3, annexe 44, sect. 3.10.

<sup>33</sup> Rapport scientifique et technique de l'Argentine, chap. 3, p. 42-43.

<sup>34</sup> Rapport de l'évaluation d'impact environnemental de la DINAMA (11 février 2005), par exemple p. 20 et 25, CMU, vol. 2, annexe 20.

26

uruguayen. La surveillance est d'une importance capitale pour la thèse de l'Uruguay. L'Uruguay a toujours soutenu que son programme de surveillance avait été «complet»<sup>35</sup>, que l'on pouvait compter sur la surveillance pour indiquer d'éventuels effets dommageables et, en se fondant sur les résultats de la surveillance, constater qu'aucun dommage n'avait été observé<sup>36</sup>. Nous savons maintenant que la position de l'Uruguay sur chacun de ces points est erronée et qu'il y a bien eu un dommage ; l'examen du programme de surveillance uruguayen montre que ses conclusions sont fondamentalement viciées.

12. Premièrement, la surveillance effectuée par l'Uruguay est totalement inadéquate du point de vue des paramètres mesurés, et de la fréquence et du lieu de l'échantillonnage. Cette carence signifie que les résultats obtenus par l'Uruguay ne peuvent être utilisés pour contester les résultats beaucoup plus complets de l'Argentine que M. Colombo a résumés. Deuxièmement, Botnia n'a pas appliqué les recommandations ni respecté les engagements pris en matière de surveillance dans l'étude d'impact cumulé et l'autorisation de mise en service de la DINAMA, et l'Uruguay l'a toléré. Et troisièmement, la manière dont l'Uruguay expose les résultats de son programme de surveillance est trompeuse, en ce qu'elle dissimule les effets dommageables importants que ce programme, aussi limité soit-il, a détectés.

13. En ayant à l'esprit ces carences scientifiques et procédurales critiques, je vais maintenant montrer que, dans le contexte d'une bonne pratique scientifique et des normes internationales d'évaluation de l'impact environnemental, le monitoring préopérationnel et postopérationnel de l'Uruguay ne peut qu'être considéré comme manifestement inadéquat.

#### **La surveillance effectuée par l'Uruguay ne permet pas de détecter les premiers effets nocifs de l'usine**

14. J'examinerai tout d'abord le caractère inadéquat de la surveillance effectuée par l'Uruguay pour détecter les premiers effets nocifs de l'usine. L'efficacité de tout programme de surveillance environnementale dépend de sa capacité à détecter les effets significatifs, s'ils existent. Dans le cas de l'usine Botnia, les premiers effets dommageables causés par une pollution croissante ne peuvent être détectés qu'à l'aide d'un programme de surveillance bien conçu, fondé sur une

---

<sup>35</sup> Par exemple, CMU, par. 4.46.

<sup>36</sup> DU, par. 4.59.

bonne compréhension du système à l'examen. Je vais maintenant donner quelques exemples précis illustrant les raisons pour lesquelles le programme de surveillance mis en place par l'Uruguay est mal conçu et ne saurait être considéré comme fiable aux fins de détecter les effets dommageables de Botnia.

27 15. Les premiers effets des usines de pâte à papier se produisent souvent de manière épisodique, chaque épisode pouvant durer quelques heures ou quelques jours, par exemple dans les périodes où les émissions sont élevées. De toute évidence, il n'est guère probable qu'une surveillance effectuée seulement une fois tous les deux mois — comme l'Uruguay l'a généralement fait en ce qui concerne la qualité des eaux — permette de détecter de tels phénomènes. L'Argentine, quant à elle, a effectué de très nombreux relevés, y compris une surveillance, de manière continue, de la qualité des eaux du fleuve<sup>37</sup>. L'Uruguay, en revanche, n'a jamais, à aucun moment de la procédure d'évaluation de l'impact de l'usine, réalisé un contrôle aussi approfondi du fleuve. Par conséquent, non seulement il n'a pas détecté les effets épisodiques mais il n'a pas non plus acquis une connaissance suffisante du comportement du fleuve pour évaluer les risques que présente l'usine.

16. Les effets dommageables de l'usine peuvent être très visibles en certains endroits, mais ne pas l'être du tout à d'autres. Aussi convient-il de recourir à des stations de prélèvement multiples ou mobiles. De nombreux exemples démontrent que l'Uruguay n'en a rien fait<sup>38</sup>. Le plus notable est la surveillance de la qualité de l'air, pour lequel l'Uruguay se contente de deux stations fixes qui ne mesurent que la pollution des vents d'ouest ou de nord-ouest. L'Argentine a, en revanche, mesuré la qualité de l'air en une série de points situés sur son territoire et à l'aide d'un matériel portable<sup>39</sup>, mesures qu'elle a complétées par des simulations<sup>40</sup>. Cela lui a permis non seulement d'avoir une vue exhaustive des impacts sur la qualité de l'air en Argentine, mais aussi d'attribuer la pollution à l'usine Botnia.

---

<sup>37</sup> Rapport scientifique et technique de l'Argentine, chap. 3, p. 2.

<sup>38</sup> Voir le deuxième rapport Wheeler, RA, vol. 3, annexe 44, par. 3.13.

<sup>39</sup> Rapport scientifique et technique de l'Argentine, chap. 1, p. 16-27.

<sup>40</sup> *Ibid.*, p. 43-59.

17. En outre, Botnia a des effets négatifs sur l'écosystème, effets que l'Uruguay ne pouvait détecter puisqu'il ne les a pas mesurés. M. Colombo a d'ores et déjà souligné que l'Uruguay n'avait pas mesuré les nonylphénols et autres substances toxiques associées aux usines de pâte à papier. Ne disposant pas de ces données, l'Uruguay ne saurait apprécier correctement l'impact de l'usine sur l'écosystème. Une autre insuffisance fondamentale de la surveillance effectuée par l'Uruguay est qu'il n'a pas mesuré la quantité de phosphore réactif soluble (PRS) après la mise en service de l'usine ; cette substance est pourtant la cause principale de la prolifération d'algues dans le fleuve Uruguay, tout comme dans la plupart des autres cours d'eau vulnérables<sup>41</sup>. Ne l'ayant pas mesurée, l'Uruguay n'en a pas détecté les concentrations croissantes et n'a donc pas évalué l'impact de l'usine du point de vue du risque d'eutrophisation. Fort heureusement, l'Argentine a, elle, mesuré les niveaux de phosphore réactif soluble<sup>42</sup>, et déterminé qu'ils avaient doublé dans la zone de rejet de l'usine<sup>43</sup>.

28

18. Si l'Uruguay n'a pas détecté les effets de l'usine, c'est aussi parce qu'il ne dispose pas d'un programme de surveillance intégré dans lequel les prélèvements relatifs à la qualité des eaux sont effectués en même temps que ceux relatifs à la chaîne alimentaire : algues, zooplancton, biote benthique, poissons et amphibiens. C'est ce qu'on appelle une approche «écosystémique», recommandée par la DINAMA dès les premières phases du processus d'évaluation de l'impact sur l'environnement<sup>44</sup>. L'Argentine a suivi cette recommandation, mais l'Uruguay l'a ignorée. La surveillance effectuée par l'Argentine a ainsi révélé que les populations planctoniques étaient fonction de la température et des nutriments, et que la santé des poissons dépendait de la quantité de plancton et de sa toxicité<sup>45</sup>. L'Uruguay, en revanche, n'a pas recherché un quelconque lien entre la détérioration de la qualité des eaux et l'impact sur l'écosystème. Le programme de surveillance biannuelle des poissons ne saurait, de par son caractère limité, permettre de refléter la variabilité

---

<sup>41</sup> Voir, par exemple : H. P. Jarvie, C. Neal, P. J. A. Withers, «Sewage-effluent phosphorus: A greater risk to river eutrophication than agricultural phosphorous?», *Science of the Total Environment*, 2006, 360 (1-3), p. 246-253.

<sup>42</sup> Rapport scientifique et technique de l'Argentine, chap. 3, p. 30.

<sup>43</sup> *Ibid.* ; à rapprocher des données antérieures à la mise en service contenues dans les documents nouveaux produits par l'Uruguay, 30 juin 2009, annexe S7, troisième rapport d'EcoMetrix, app. A, TA.4.

<sup>44</sup> CMU, annexe 20, sect. 6.6.

<sup>45</sup> Rapport scientifique et technique de l'Argentine, chap. 3, 4 et 5.

naturelle du système<sup>46</sup> et, *a fortiori*, les effets de l'usine. Nous observons que l'Uruguay ne mentionne pas le stress observé chez les poissons en raison des proliférations d'algues survenues en février 2009, phénomène dont l'Argentine a fait état<sup>47</sup>. Nous observons également que les conclusions récemment formulées par l'Uruguay selon lesquelles il n'y aurait pas d'effets dommageables sur les poissons<sup>48</sup> sont fondées sur une analyse approfondie de deux espèces seulement (un petit poisson-chat et un petit prédateur de lagune), espèces dont la pertinence est marginale. Contrairement au sábalo, aucune d'elles n'est une espèce dominante dans le chenal principal et aucun de ces poissons ne se nourrit de débris organiques. Curieusement, bien que l'Uruguay ait effectué des prélèvements sur le sábalo dans toutes ses campagnes et que certains éléments contenus dans les rapports de référence révèlent la présence de dioxines chez ce poisson, les rapports les plus récents ne contiennent aucune information de cette nature et ce, alors même que la bile du sábalo a été analysée de manière approfondie.

29

19. Dans certains cas, l'Uruguay a détecté une détérioration de la qualité des eaux, mais il a affirmé qu'elle était sans rapport avec l'usine, sans toutefois présenter le moindre élément de preuve à l'appui de cette affirmation. Ainsi, l'Uruguay a soutenu que la prolifération d'algues observée en février 2009 n'était pas due à l'usine, dont les effluents ne pouvaient remonter aussi loin en amont ; il n'a cependant pas présenté le moindre élément de preuve significatif à l'appui de cette thèse<sup>49</sup>. L'argument de l'Argentine, en revanche — argument selon lequel l'ampleur sans précédent de la prolifération d'algues à proximité de Botnia a un rapport avec l'usine —, est étayé par les études hydrodynamiques et les mesures des indicateurs chimiques et biochimiques des effluents de l'usine effectuées sur cette prolifération<sup>50</sup>. Sur ce point, comme sur beaucoup d'autres, l'Uruguay ne dispose d'aucun élément pour contester les conclusions de l'Argentine.

20. Monsieur le président, Messieurs de la Cour, cet examen comparatif des programmes de surveillance de l'Uruguay et de l'Argentine me conduit à la conclusion que le programme de

---

<sup>46</sup> Commentaires de l'Uruguay relatifs aux documents nouveaux fournis par l'Argentine, 15 juillet 2009, annexe C8 ; voir la variabilité des prélèvements telle qu'illustrée dans les figures 5 et 6.

<sup>47</sup> Rapport scientifique et technique de l'Argentine, vol. I.

<sup>48</sup> Documents nouveaux produits par l'Uruguay, 30 juin 2009, annexe C8, p. 8.

<sup>49</sup> Voir, par exemple, les commentaires de l'Uruguay relatifs aux documents nouveaux fournis par l'Argentine, 15 juillet 2009, partie 1, par. 1.8.

<sup>50</sup> Rapport scientifique et technique de l'Argentine, résumé.

l'Argentine a permis d'apprécier, sur près de deux ans d'activité, les effets de l'usine, ce qui n'est pas le cas des mesures de l'Uruguay puisqu'elles n'ont pas été conçues à cette fin. [Figure 1 à l'écran.] Cela ressort clairement, non seulement d'un examen détaillé des documents techniques, mais aussi de cette comparaison succincte entre les programmes de surveillance respectivement mis en place par l'Uruguay et l'Argentine, laquelle révèle que l'ensemble des mesures de l'Uruguay, y compris celles effectuées par Botnia, sont minimales si on les compare à celles de l'Argentine. Vous retrouverez cette synthèse dans notre dossier de plaidoiries. [Fin de la projection.]

**L'Uruguay a toléré que la société Botnia ne respecte pas les recommandations et conditions formulées en matière de surveillance dans les études d'impact cumulé et l'autorisation d'exploitation délivrée par la DINAMA**

21. Après avoir exposé le caractère insuffisant de la surveillance exercée par l'Uruguay en vue de détecter les effets nocifs de l'usine, je vais examiner l'incapacité de l'Uruguay à appliquer les recommandations qui avaient été formulées dans le cadre de l'évaluation d'impact sur l'environnement en matière de surveillance et à respecter les engagements qu'il avait pris en ce sens. Je me pencherai en particulier sur l'étude d'impact cumulé réalisée par EcoMetrix et sur l'autorisation d'exploitation délivrée par la DINAMA. Je rappelle à toutes fins utiles que la SFI a approuvé le financement de l'usine de pâte à papier sur la base de ces documents. Cette surveillance comprend trois volets : la surveillance des émissions, le monitoring préopératoire et le monitoring postopératoire.

22. La réglementation uruguayenne en matière de surveillance des émissions exige la mise en place d'une surveillance continue. Selon EcoMetrix, que je cite : «Etant donné que la DINAMA a exigé que soient mesurées les concentrations maximales sur une période de quatre heures, des techniques de surveillance continue devraient être, si possible et à chaque fois, appliquées aux effluents.»<sup>51</sup> Cette déclaration d'EcoMetrix a deux conséquences importantes. Premièrement, les normes de qualité applicables aux effluents correspondent à des maxima sur quatre heures ; en d'autres termes, les concentrations moyennes relevées pendant une quelconque période de quatre heures ne sauraient dépasser les valeurs limites. Deuxièmement, pour respecter la

30

---

<sup>51</sup> EcoMetrix, étude d'impact cumulé finale, septembre 2006, annexe A, p. A11.4. Voir aussi annexe D, p. D.2.3. Voir aussi le décret 253/79, art. 11, CMU, annexe 6, p. 44-45.

réglementation, l'Uruguay doit prélever des échantillons toutes les heures, voire à des intervalles encore plus rapprochés. Voilà ce qu'il faut entendre par surveillance continue. L'Uruguay ne s'est pas tenu à la recommandation et n'a pas fait le moindre effort pour se conformer à la prescription des maxima sur quatre heures pour l'ensemble des paramètres énoncés dans la réglementation. Au lieu de cela, les échantillons d'effluents prélevés par Botnia sont intégrés dans des moyennes quotidiennes, hebdomadaires ou mensuelles<sup>52</sup>. Les prélèvements effectués par la DINAMA ont été encore moins adéquats, passant d'une fréquence bimensuelle à une fréquence mensuelle<sup>53</sup>. En d'autres termes, les données recueillies par l'Uruguay concernant les émissions de Botnia sont totalement inutilisables pour vérifier si la réglementation des maxima sur quatre heures a été respectée ou pour détecter des incidents de pollution. C'est pourquoi nous devons nous montrer sceptiques quant aux allégations de l'Uruguay concernant les émissions polluantes de l'usine. La méthode de surveillance des émissions est totalement inadaptée et ne permet pas de les détecter.

23. L'Uruguay ayant négligé de satisfaire aux exigences qui étaient clairement énoncées dans l'étude d'impact cumulé, la Cour aurait pu s'attendre à ce qu'EcoMetrix insiste sur ces manquements dans ses études sur la performance de l'usine. Tout au contraire, EcoMetrix omet de mentionner les limites maximales sur une période de quatre heures — sur lesquelles elle avait tant insisté — dans ses derniers rapports et prétend que la réglementation exige de surveiller les limites maximales quotidiennes<sup>54</sup>. [Figure 2 à l'écran.] Sur cette image, la Cour peut voir qu'en septembre 2006 EcoMetrix insistait sur les intervalles de quatre heures et qu'ensuite, en juillet 2008, après que l'Uruguay eut manqué de vérifier que la réglementation était bien respectée, EcoMetrix a modifié la condition requise, la transformant en moyenne maximale quotidienne. [Fin de la projection.]

24. Après avoir examiné la méthodologie et la fréquence des prélèvements, je passe à présent aux substances qui ont été mesurées dans les émissions. On peut également s'interroger sur la validité de la surveillance à cet égard. Par exemple, les données relatives aux émissions signalées

---

<sup>52</sup> Documents nouveaux produits par l'Uruguay, 30 juin 2009, annexe S2, DINAMA, rapport d'évaluation de la performance pendant la première année d'opération, p. 11/33, [annexes II-IV].

<sup>53</sup> *Ibid.*, p. 4/33 [annexes I-IV].

<sup>54</sup> Documents nouveaux produits par l'Uruguay, 30 juin 2009, annexe S7, troisième rapport d'EcoMetrix, mars 2009, T3.1.

31 par EcoMetrix<sup>55</sup> ne couvrent ni l'ensemble des polluants stipulés par la DINAMA dans l'autorisation d'exploitation<sup>56</sup>, ni tous ceux que Botnia s'était engagée à surveiller avant la mise en service de l'usine<sup>57</sup>. Par exemple, le lindane est l'un des produits chimiques toxiques qu'il faut surveiller pour se conformer aux exigences de l'autorisation d'exploitation<sup>58</sup>. Comme M. Colombo vous l'a indiqué, le lindane est présent dans des échantillons de pâte à papier de l'usine Botnia, et il est donc raisonnable de partir du principe que le lindane est présent dans les effluents et qu'il a effectivement des effets toxiques sur le fleuve Uruguay. L'Uruguay ne dispose d'aucun élément lui permettant de contester cette assertion parce qu'il n'a pas pleinement respecté les conditions posées par la DINAMA pour délivrer l'autorisation d'exploitation, qui exigeaient le contrôle de quatorze composés organiques toxiques susceptibles d'être présents dans les déchets de l'usine de pâte à papier<sup>59</sup>. Botnia s'est engagée à surveiller plus de 47 paramètres servant à mesurer la qualité de l'eau, mais seules les données relatives à 34 d'entre eux ont été consignées dans ses rapports. Le caractère insuffisant de la surveillance des émissions s'étend à celle des émissions dans l'atmosphère. Par exemple, la DINAMA a déclaré que la surveillance des polychlorobiphényles incombait au promoteur<sup>60</sup>, mais aucune donnée n'a été recueillie qui atteste que Botnia a satisfait à cette exigence.

25. J'en viens à l'incapacité de l'Uruguay de réaliser un monitoring préopérationnel de l'environnement dont les données soient crédibles. Le monitoring préopérationnel constitue une étape importante parce que, outre l'impact de l'usine sur l'environnement, la qualité des eaux du fleuve Uruguay dépend d'un certain nombre de facteurs environnementaux, dont le débit du fleuve et la direction du courant, la température, ainsi que la pollution agricole, humaine et industrielle. Un monitoring préopérationnel réalisé dans les règles de l'art permettrait d'apprécier dans un

---

<sup>55</sup> Documents nouveaux produits par l'Uruguay, 30 juin 2009, annexe S7, troisième rapport d'EcoMetrix, mars 2009, T3.1.

<sup>56</sup> Décret 253/79, art. 11 ; CMU, annexe 6, p. 44-45 ; MVOTMA, autorisation environnementale préalable pour l'usine Botnia (14 février 2005) ; CMU, annexe 21, par. y et z.

<sup>57</sup> EcoMetrix, évaluation du programme de surveillance de la performance environnementale de l'usine, réalisée à la demande de la SFI (phase I : examen avant mise en service) (Pre-Commissioning Review), novembre 2007, T10.2.

<sup>58</sup> Décret 253/79, art. 11 ; CMU, annexe 6, p. 44-45 ; MVOTMA, autorisation environnementale préalable pour l'usine Botnia (14 février 2005) ; CMU, annexe 21, par. y et z.

<sup>59</sup> *Ibid.*

<sup>60</sup> Plan de surveillance de la DINAMA pour les usines de cellulose de Fray Bentos (mai 2007), CMU, annexe 39, TF2.



premier temps l'importance de ces facteurs sous-jacents, puis de mettre en évidence, de manière claire et distincte, l'impact de l'usine. Mais, cette condition préalable essentielle n'a pas été fournie par l'Uruguay.

26. Aussi bien la DINAMA que les auteurs du rapport Hatfield ont critiqué les plans de monitoring préopérationnel, demandant que soient réalisées toute une série d'études complémentaires. En février 2005, la DINAMA a conclu ce qui suit :

«Les activités de surveillance — telles qu'elles sont prévues dans le plan approuvé de surveillance et de suivi — devront commencer dans un délai suffisant pour disposer d'un laps de temps de mise en œuvre des mesures requises d'au minimum un an avant le lancement réel de la phase de construction.»<sup>61</sup>

32 Mais cela aurait retardé la construction de l'usine, et la recommandation a été invalidée par le Gouvernement de l'Uruguay : la condition requise a été réduite à douze mois avant le début de l'exploitation<sup>62</sup>. La Cour peut voir que l'Argentine n'est pas la seule à penser que la construction a été précipitée sans être étayée par des données environnementales suffisantes : la direction uruguayenne de l'environnement était du même avis.

27. Même le CELA [Centre d'études limnologiques appliquées], entreprise chargée de la surveillance par Botnia, a demandé qu'un monitoring préopérationnel plus complet soit réalisé : «Cette étude doit porter sur une période permettant d'enregistrer les processus qui régissent la dynamique des communautés biologiques, afin de pouvoir ensuite les comparer avec les informations obtenues lors des surveillances ultérieures.»<sup>63</sup> Malheureusement, la Cour n'a pas eu connaissance dans le détail des recommandations du CELA visant à étendre le monitoring, étant donné que les pages pertinentes ont été retirées des documents de l'Uruguay tels qu'ils figurent à l'annexe 31 de la duplique<sup>64</sup>. Les prélèvements plus complets recommandés par le CELA n'ont manifestement pas été effectués : l'Uruguay admet à présent qu'il ne saurait interpréter des données récentes en raison des insuffisances que présente le monitoring préopérationnel<sup>65</sup>.

---

<sup>61</sup> Rapport de l'évaluation d'impact environnemental de la DINAMA (11 février 2005), CMU, annexe 20, sect. 8, par. [13].

<sup>62</sup> MVOTMA, autorisation environnementale préalable pour l'usine Botnia, CMU, annexe 21, p. 139, par. M.

<sup>63</sup> CELA «Etablissement d'un niveau de référence pour le phytoplancton, le zooplancton et les communautés benthiques du fleuve Uruguay (de Nuevo Berlín à Las Cañas), Rio Negro-Uruguay», DU, annexe 31.

<sup>64</sup> *Ibid.*, les pages 14-19 ne figurent pas dans le rapport.

<sup>65</sup> Documents nouveaux produits par l'Uruguay, 30 juin 2009, annexe S2, DINAMA, rapport d'évaluation de la performance pendant la première année d'opération, p. 14, [annexes II.B-IV].

28. Le caractère insuffisant du monitoring préopérationnel est également un thème récurrent dans l'ensemble de la documentation soumise à la Cour. Les propositions faites par Botnia aux fins de la surveillance de la qualité des eaux et de l'écosystème du fleuve Uruguay ont été critiquées aussi bien par la DINAMA que par les consultants de la SFI<sup>66</sup>. Au vu des différentes insuffisances, EcoMetrix a recommandé que Botnia effectue une surveillance de la qualité des eaux<sup>67</sup>. Ces recommandations n'ont pas été suivies. L'engagement finalement pris par Botnia de surveiller la qualité des eaux et des sédiments ne respectait que la moitié de ces recommandations<sup>68</sup>. Botnia a ensuite manqué à ses engagements minimalistes. Elle s'était en effet engagée à surveiller 72 paramètres applicables à la qualité des eaux<sup>69</sup>. [Figure 3 à l'écran.] Cet engagement est expressément énoncé dans le rapport d'EcoMetrix, tel qu'il apparaît dans le texte projeté à l'écran. En fait, Botnia s'est contentée de rendre compte de six paramètres applicables à la qualité des eaux<sup>70</sup>. [Fin de la projection.] La DINAMA a, elle aussi, manqué à ses engagements, en n'assurant, par exemple, qu'à moitié la surveillance des sédiments proposé initialement<sup>71,72</sup>. D'ailleurs, le programme de surveillance approfondi de la qualité de l'air demandé par Hatfield a été complètement ignoré — les deux sites de surveillance de la qualité de l'air établis par l'Uruguay ne sont manifestement d'aucune utilité pour prélever des échantillons dans les zones exposées au panache de l'usine.

**33**

---

<sup>66</sup> Rapport de l'évaluation d'impact environnemental de la DINAMA (11 février 2005), CMU, annexe 20, par. 6.1 ; voir aussi deuxième rapport Hatfield, p. 2, 18, 19, 22, 23 et 24.

<sup>67</sup> EcoMetrix, étude d'impact cumulé finale, septembre 2006, annexe D, p. D7.1-7.17.

<sup>68</sup> EcoMetrix, évaluation du programme de surveillance de la performance environnementale de l'usine, réalisée à la demande de la SFI (phase I : examen avant mise en service) (Pre-Commissioning Review), novembre 2007, T10.4. Voir aussi deuxième rapport Wheater, RA, vol. III, annexe 44, par. 3.13.

<sup>69</sup> EcoMetrix, évaluation du programme de surveillance de la performance environnementale de l'usine, réalisée à la demande de la SFI (phase I : examen avant mise en service) (Pre-Commissioning Review), novembre 2007, T 10.4.

<sup>70</sup> Les données relatives à la qualité des eaux du fleuve qui ont été réunies dans le cadre du monitoring postopérationnel qu'a présentées l'Uruguay dans les documents nouveaux du 30 juin 2009 ont été établies par la DINAMA et l'OSE. Les données recueillies dans le cadre du monitoring postopérationnel (six paramètres) figurent dans le dossier intitulé «Uruguay River Monitoring 2009 Botnia, Fray Bentos Mill, Uruguay», disponible à l'adresse [www.botnia.com/en/default.asp?path=204,1490,2203,2232](http://www.botnia.com/en/default.asp?path=204,1490,2203,2232) (visité le 17 août 2009).

<sup>71</sup> Plan de surveillance de la DINAMA pour les usines de cellulose de Fray Bentos (mai 2007). CMU, annexe 39, TF2, app. B, par. B3.

<sup>72</sup> Documents nouveaux produits par l'Uruguay, 30 juin 2009, annexe S2, DINAMA, rapport d'évaluation de la performance pendant la première année d'opération, p. 1/4.

**Dans ses rapports sur la surveillance, l'Uruguay a négligé de signaler des effets significatifs sur l'environnement et des cas de pollution ou en a minimisé l'importance.**

29. Monsieur le président, Messieurs de la Cour, j'ai démontré que la surveillance exercée par l'Uruguay était insuffisante de par ses objectifs et sa conception. J'ai ensuite démontré que l'Uruguay n'avait même pas suivi les recommandations faites ni honoré les engagements pris dans l'évaluation de l'impact cumulé et l'autorisation de mise en service de la DINAMA. Je vais maintenant montrer que dans la manière dont il rend compte des résultats, l'Uruguay, par omission et dissimulation, cache les effets dommageables significatifs qui existent. Les rapports de l'Uruguay souffrent de carences nombreuses et graves — je n'en examinerai que quelques-unes.

30. Pour commencer, revenons à l'incident de pollution massive par le chlorate qui a commencé en novembre 2007. En 2005, l'Uruguay avait prédit que les concentrations de chlorate dans les effluents de l'usine de pâte à papier ne dépasseraient jamais 3 mg par litre, 3 mg par litre<sup>73</sup>. [Figure 4 à l'écran.] Or, en raison d'un traitement inadéquat des eaux usées, la valeur maximum des chlorates mesurée dans les émissions par la DINAMA était en fait de 109 mg par litre<sup>74</sup>, soit plus de 35 fois la quantité promise par l'Uruguay. Les données de la DINAMA elles-mêmes montrent que ces rejets de polluants se sont poursuivis pendant dix semaines<sup>75</sup>. Pourquoi ni EcoMetrix ni la DINAMA n'ont fait de commentaires sur ce cas de pollution stupéfiant ? Selon l'Uruguay, au-delà de 0,015 mg par litre, les chlorates menacent l'environnement<sup>76</sup>. Même si on suppose qu'une très importante dilution de 1 : 1000 se produit dans le fleuve, ce que préféreraient nos collègues de l'Uruguay, au plus fort de l'incident la concentration de chlorate dans le fleuve Uruguay n'en aurait pas moins été sept fois supérieure à celle recommandée par les normes de sécurité. [Fin de la projection.]

34

31. Il y a de nombreuses carences également graves dans les rapports de l'Uruguay. La Cour se souviendra peut-être que la concentration d'AOX est le paramètre utilisé au plan international pour surveiller les polluants organiques persistants associés aux usines de pâte à papier. Après la mise en service de l'usine Botnia, un grand nombre de mesures des AOX ont donné des résultats

---

<sup>73</sup> Document du groupe technique de haut niveau GTAN/DU/20/04-11-05, CMU, annexe 139.

<sup>74</sup> Documents nouveaux produits par l'Uruguay, 30 juin 2009, annexe S2, DINAMA, rapport d'évaluation de la performance pendant la première année d'opération, T4, p. 19/33.

<sup>75</sup> *Ibid.*, graphique 11, p. 14/33.

<sup>76</sup> Document du groupe technique de haut niveau GTAN/DU/20/04-11-05, CMU, annexe 139.

étonnamment élevés et les concentrations étaient supérieures à celles recommandées par les normes de qualité de l'eau. Ces résultats ont été irrationnellement traités comme des «valeurs extrêmes» par la DINAMA, puis écartés de l'évaluation<sup>77</sup>. Voyons quelles informations la DINAMA a écartées. [Figure 5 à l'écran.] Les concentrations d'AOX après la mise en service de l'usine de pâte à papier ont atteint 11 mg par litre<sup>78</sup> alors que les niveaux préopérationnels atteignaient au maximum 0,022 mg par litre selon la DINAMA<sup>79</sup> et 0,012 mg par litre seulement selon EcoMetrix<sup>80</sup>. En d'autres termes, il ressort des données recueillies que les concentrations maximales de polluants organiques persistants sont de 500 à 1000 fois plus élevées qu'avant la mise en service de l'usine. Pourquoi l'Uruguay a-t-il décidé d'écarter ces données ? [Fin de la projection.]

32. De plus, les concentrations d'AOX ont substantiellement augmenté dans l'eau potable traitée de Fray Bentos, en même temps qu'elles augmentaient dans l'eau du fleuve en amont<sup>81</sup> et qu'augmentait considérablement le paramètre connexe d'accumulation de composés organo-halogénés extractibles (EOX) dans les sédiments<sup>82</sup>. Ce risque potentiellement grave pour la santé n'est jamais mentionné, ni dans le rapport d'EcoMetrix, ni dans celui de la DINAMA.

35

33. Le monitoring préopérationnel de la DINAMA n'a pas du tout détecté la présence d'EOX dans les sédiments<sup>83</sup>, mais lors du monitoring postopérationnel, une contamination par les EOX a été constatée sur tous les sites, les concentrations les plus élevées étant relevées près de l'usine de pâte à papier<sup>84</sup>. Ceci atteste clairement les effets dommageables de l'usine, et la Cour ne

---

<sup>77</sup> Documents nouveaux produits par l'Uruguay, 30 juin 2009, annexe S2, DINAMA, rapport d'évaluation de la performance pendant la première année d'opération, p. 38/54.

<sup>78</sup> *Ibid.*, p. 25/54.

<sup>79</sup> «La Calidad del agua del Río Uruguay», DINAMA, septembre 2007, p. 16. [www.mvotma.gub.uy/dinama/index.php?option=com\\_docman&task=doc\\_download&gid=319&Itemid=158](http://www.mvotma.gub.uy/dinama/index.php?option=com_docman&task=doc_download&gid=319&Itemid=158) (consulté le 18 août 2009)

<sup>80</sup> EcoMetrix, étude d'impact cumulé finale, septembre 2006, annexe D, p. D6.10.

<sup>81</sup> Documents nouveaux produits par l'Uruguay, 30 juin 2009, annexe S7, troisième rapport d'EcoMetrix, mars 2009, tableau 4.4 et fig. 4.2.

<sup>82</sup> Documents nouveaux produits par l'Uruguay, 30 juin 2009, annexe S2, DINAMA, rapport d'évaluation de la performance pendant la première année d'opération, fig. 3/48, p. 33/54.

<sup>83</sup> «La Calidad del agua del Río Uruguay», DINAMA, septembre 2007, p. 16, «no se detectaron EOX en ninguna de las estaciones monitoreadas» (aucun EOX détecté dans les stations de prélèvement), [www.mvotma.gub.uy/dinama/index.php?option=com\\_docman&task=doc\\_download&gid=319&Itemid=158](http://www.mvotma.gub.uy/dinama/index.php?option=com_docman&task=doc_download&gid=319&Itemid=158) (consulté le 18 août 2009).

<sup>84</sup> Documents nouveaux produits par l'Uruguay, 30 juin 2009, annexe S2, DINAMA, rapport d'évaluation de la performance pendant la première année d'opération, figure 3/48, p. 33/54.

sera peut être pas surprise d'apprendre que l'Uruguay a là encore supprimé ces données des conclusions de ses rapports.

34. En deux occasions isolées où il a reconnu que l'usine n'avait pas respecté les objectifs en matière d'émissions, l'Uruguay a fait valoir que ce n'était pas important, et il n'explique aucunement pourquoi cela est arrivé ou les mesures correctives qui peuvent avoir été prises. Par exemple, lorsqu'en avril 2008 les concentrations de polluants dans les effluents de l'usine ont dépassé les normes, ceci a été attribué à une «situation imprévue»<sup>85</sup>, sans autre explication. Lorsque les émissions gazeuses ont dépassé les concentrations limites fixées dans l'autorisation préalable, ce qui était le cas pour les oxydes d'azote, l'Uruguay a déclaré dans son rapport que ce fait était dénué de pertinence parce que la station de contrôle de Las Cañas n'avait pu à l'époque détecter aucune pollution<sup>86</sup>. Mais la station de Las Cañas ne peut pas détecter plus qu'une petite fraction des incidents de pollution atmosphérique et le fait qu'elle n'ait pas détecté l'incident en question ne signifie pas que celui-ci n'était pas grave. En écartant cet incident, l'Uruguay a réagi de manière profondément insatisfaisante à une carence de sa régulation. De plus, au lieu d'exiger des mesures correctives, l'Uruguay a essayé de convaincre la Cour que ces conditions particulières de l'autorisation d'exploitation ne devaient pas être prises au sérieux<sup>87</sup>.

35. Je pourrais continuer longtemps à dénoncer les omissions et incorrections figurant dans les rapports de l'Uruguay relatifs aux résultats de la surveillance. Mais je pense que l'insuffisance des rapports de l'Uruguay a été adéquatement démontrée.

### Conclusions

**36** 36. Monsieur le président, Messieurs de la Cour, j'achèverai ma plaidoirie avec les conclusions qui suivent.

37. Ni les évaluations environnementales de Botnia, ni l'évaluation d'impact cumulé, ni le programme de surveillance de l'Uruguay ne reposaient sur une compréhension adéquate du système naturel dans lequel Botnia rejette des quantités massives de polluants. Comme

---

<sup>85</sup> Documents nouveaux produits par l'Uruguay, 30 juin 2009, annexe S2, DINAMA, rapport d'évaluation de la performance pendant la première année d'opération, figure 3/48, p. 29/33.

<sup>86</sup> *Ibid.*

<sup>87</sup> *Ibid.*

M. Colombo l'a expliqué hier, ceci a entraîné les erreurs les plus fondamentales dans la perception de la diffusion des polluants dans l'air comme dans l'eau. Des évaluations environnementales fautives, fondées sur des informations inadéquates, ont abouti à des erreurs grossières dans la prévision des effets de la pollution atmosphérique et aquatique.

38. Le programme de surveillance des émissions et le suivi environnemental de l'Uruguay souffrent de graves carences scientifiques et procédurales. S'agissant des émissions, il ressort du dossier que la surveillance exercée par l'Uruguay est insuffisante pour détecter la plupart des incidents de pollution, et l'Uruguay a toléré que Botnia ne respecte pas les conditions fixées dans l'autorisation de mise en service et n'honore pas les engagements pris avant cette mise en service. S'agissant de la surveillance de l'environnement, le monitoring préopérationnel de l'Uruguay était totalement insuffisant pour définir les conditions de base et l'Uruguay se trouve maintenant incapable d'interpréter une grande partie de ses données postopérationnelles. Sachant, eu égard à l'expérience internationale, que des effets dommageables étaient inévitables, l'Uruguay a conçu un programme de monitoring postopérationnel qui n'essaie pas d'observer ces effets. Il n'est pas surprenant que l'Uruguay n'ait pas détecté les effets détectés par le programme de surveillance argentin, beaucoup plus complet. Et lorsque le programme de surveillance uruguayen a constaté des effets dommageables, l'Uruguay a tenté de les dissimuler par omission ou en déformant les faits.

39. Eu égard à ces données, j'estime que la surveillance exercée par l'Uruguay, dans le contexte d'une évaluation des effets sur l'environnement, ne peut être considérée que comme manifestement insuffisante. Cette insuffisance est telle que l'Uruguay n'a plus maintenant aucun argument crédible pour contester le fait que l'usine de pâte à papier cause des dommages environnementaux importants.

Monsieur le président, je vous remercie de votre attention. Avec votre permission, je voudrais inviter mon collègue M. Daniel Müller à prendre la parole.

Le VICE-PRESIDENT, faisant fonction de président : je vous remercie M. Wheeler. Je passe la parole à M. Daniel Müller. Vous avez la parole Monsieur.

37

Mr. MÜLLER:

**XVI. THE MONITORING MEASURES PROPOSED BY URUGUAY CANNOT  
RELIEVE IT OF ITS INTERNATIONAL RESPONSIBILITY**

1. Mr. President, Members of the Court: It is an honour and pleasure to appear before the World Court. In my pleading I shall show that the monitoring measures currently being undertaken by Uruguay, or by Botnia itself, cannot relieve the defendant of its responsibility or magically wipe away the breaches of the 1975 Statute. Uruguay has not notified Argentina of proposals to build the pulp mills through CARU and has not transmitted all the necessary information in accordance with the obligations incumbent upon it under Articles 7 and 8 of the Statute of the River Uruguay<sup>88</sup>. And as Professor Sands showed us earlier this morning, Uruguay has also breached its obligations to prevent any pollution of the river and any change to its ecological balance.

2. It is futile for Uruguay to repeat the refrain that it “has an obvious interest and responsibility to ensure that the plant continues to operate to the highest environmental standards [and that i]t will therefore continue vigorously to monitor all aspects of the plant’s operations . . .”<sup>89</sup>. Of course the defendant has the obligation to monitor the operation of this plant whose construction and commissioning it has wrongfully approved. Nevertheless it is perplexing, to say the least, to read Uruguay’s self-styled assurances that it

“will not hesitate to use the full authority available to it under its stringent environmental laws and regulations, and the strict conditions of the permits and licences issued to Botnia, to ensure Botnia’s full compliance with those laws, regulations and conditions.”<sup>90</sup>

3. Members of the Court: That is the least of the considerations here. What we have is an obligation on Uruguay pursuant to Articles 1, 35, 36 and 41 of the 1975 Statute: to take the necessary steps to prevent all pollution of the river and of the areas affected by it. That obligation, as you know, has not been and is not being fulfilled. As Professor Wheeler has just explained, the surveillance and monitoring measures adopted by Uruguay are wholly unsatisfactory and incapable of detecting the pollution caused by the mill. The incontrovertible proof of that was provided by

38

---

<sup>88</sup>See CR 2009/13, pp. 50-62 (Boisson de Chazournes).

<sup>89</sup>RU, paras. 1.8 and 7.23. See also CMU, paras. 7.43-7.44.

<sup>90</sup>RU, para. 1.8.

the findings of the monitoring programme carried out by Argentina through the course of more than a year. Those findings show clearly that the mill is doing harm to the quality of the waters of the river and its ecosystem, harm that the Uruguayan surveillance measures have failed to detect. That is hardly surprising given that Uruguay's monitoring measures are not state-of-the-art (with respect to the sampling locations, the frequency and the methodology, or the parameters and substances measured), and that those measures have not even taken into account the requirements laid down in the authorization issued to Botnia to place the mill in operation.

4. Consequently — contrary to its assertions — Uruguay is not in a position to detect sufficiently in advance all the forms of pollution put out by the mill, much less to react appropriately, contrary to its international obligations under the 1975 Statute<sup>91</sup>.

5. That being said, Mr. President, not even surveillance and monitoring worthy of the name and done according to state-of-the-art procedures could in any way put right the wrongful actions taken contrary to the Statute or redress their consequences. To judge by its pleadings, Uruguay seems to be convinced — or seems to be trying to make others believe — that monitoring the quality of the waters of the river near the Botnia plant could remedy all the breaches that have been committed, or could exonerate Uruguay from all responsibility for its internationally wrongful acts whereas, I must remind you, Uruguay *is required* to take those steps *in any case*. With all due respect to our opponents, they are committing two capital errors:

—first, the object and purpose of the 1975 Statute are not merely to react to dangers for the ecosystem of the river and the areas affected by it, as apparently Uruguay would have you believe, but above all to prevent them; and

—second, monitoring — even if it is technically appropriate monitoring — cannot wipe away, much less be a means of implementing, the obligations deriving from Uruguay's wrongful actions.

**39** It is not by monitoring a situation created by a wrongful act that the wrongfulness of that act is remedied. This is the function of responsibility in general and reparation in particular<sup>92</sup>.

6. Allow me, Mr. President, to examine both of these points briefly.

---

<sup>91</sup>See also CR 2009/14, p. 35, paras. 29-30 (Boisson de Chazournes).

<sup>92</sup>*Factory at Chorzów, Merits, Judgment No. 13, 1928, P.C.I.J., Series A, No. 17*, p. 47. See *International Law Commission Yearbook*, 2001, Vol. II, Part Two, p. 97, para. 2, commentary to Article 31 (Reparation).



### **I. Uruguay has ignored the purpose of the Statute of the River Uruguay**

7. Uruguay's first error of reasoning has in fact been its flagrant disregard for the objective of the 1975 Statute in regard to the use of the River Uruguay and the protection of the environment of the river in the broad sense. Not only did the Parties undertake to monitor pollution in the river resulting from the use of its waters or the construction of works on its banks and in areas affected by the river, but also, and above all, to prevent any pollution of the river.

8. That objective lies at the core of all the legal instruments that relate to the River Uruguay as a shared resource. Professor Boisson de Chazournes laid this out for you on Monday<sup>93</sup>. Moreover, the obligations deriving from the Statute confirm this: the other Party must be informed and notified through CARU of any proposed project that might cause damage to the environment; the necessary information must be communicated to the other Party so that it can evaluate the proposed project's probable impact on the environment of the river; and all necessary steps must be taken to prevent any pollution of the water or the ecosystem of the river.

9. Thus, the Parties established a complete and innovative régime characterized by procedural and substantive rules to ensure that the preservation of the environment of the river was paramount. This objective cannot be reduced simply to monitoring. The identification *a priori* of any pollution risk, which is necessary to eliminate any pollution in the future, is the principal objective of the prior information, notification and consultation procedure laid down in Articles 7 to 12 of the Statute. Uruguay cannot get out of this very ambitious system simply by stating, as it does in its Rejoinder, that "[e]ven perfect procedural compliance in every case is no guarantee that  
40 no pollution will ever be introduced into the aquatic environment"<sup>94</sup>, and that "[f]or reasons as diverse as life, the unexpected happens"<sup>95</sup>. But that is not the point! The procedure laid down in Articles 7 to 12 of the Statute is not only obligatory, in the same way as all the other substantive obligations of the Statute: it enables the Parties to assess foreseeable risks jointly so that they can be eliminated or reduced *before* they can materialize.

10. Uruguay cannot simply authorize, build and commission such a large installation as the Botnia mill without heed for the machinery of the Statute, and by attempting to substitute a

---

<sup>93</sup>CR 2009/12, p. 65, para. 5 (Boisson de Chazournes).

<sup>94</sup>RU, para. 7.26.

<sup>95</sup>*Ibid.*

commitment to future monitoring in the place of fulfilling its obligations — and a very poor system of monitoring at that, as the findings of Argentina’s own monitoring programme have shown. Even if surveillance measures had been satisfactorily designed and implemented, that sort of action, Mr. President, is not the joint management of the river to which the Parties to the Statute agreed<sup>96</sup>.

11. Members of the Court: I am not suggesting that monitoring serves no purpose, far from it. Argentina firmly supports surveillance that is as complete as possible of the effects of human activity on the ecosystem of the river provided that such monitoring is appropriate, adequate and designed to meet that objective, which on the evidence is not the case of the measures instituted by Uruguay. As we explained in our Reply, Argentina proposed necessary modifications to the monitoring system established in 1987 (PROCON) in order to put in its place a more suitable comprehensive programme of environmental quality control<sup>97</sup>. What Argentina cannot accept — and which is the reason why it has refused to participate in monitoring only the waters in the vicinity of the mill — is to see an overly restrictive interpretation of the 1975 Statute imposed, to be presented with an attempted *fait accompli* and to see its role in the joint management of the river shrunk to merely the *ex post* monitoring of an installation that was authorized, built and commissioned in flagrant violation of the machinery established for this purpose under the Statute<sup>98</sup>. That is not joint management, Mr. President; it is the end of joint management.

41

12. And this brings me to the second point in my pleading.

## **II. Monitoring cannot replace or be a means of implementing the obligations deriving from Uruguay’s internationally wrongful acts**

13. Uruguay thinks it sufficient to say in its Rejoinder that it “has never claimed . . . that monitoring can be considered a form of remedy”<sup>99</sup>. This is of course certainly true of its monitoring measures which, contrary to its own assertions<sup>100</sup>, were unable to detect risks of damage

---

<sup>96</sup>See Art. 1 of the Statute of the River Uruguay.

<sup>97</sup>RA, para. 5.17.

<sup>98</sup>*Ibid.*, paras. 5.15-5.20.

<sup>99</sup>RU, para. 7.24.

<sup>100</sup>*Ibid.*, paras. 7.23-7.24.

sufficiently far in advance that they could be mitigated, as this summer's incidents — the Southern Hemisphere summer, I mean — have clearly shown, alas.

14. In any case, the mere fact that Uruguay has committed itself to detecting any future malfunctioning — an obligation that is incumbent upon it in any case under the Statute — does not in any way release it and cannot be considered a substitute for reparation for the consequences of its internationally wrongful acts, its failure to discharge its procedural and substantive obligations. And yet that is exactly what Uruguay is trying to establish: the right to breach its obligations of prior information and consultation and its obligation to prevent the pollution of the river and its ecosystem in exchange for the mere condition that any damage caused by this wrongfully built installation will be detected and, if need be, compensated in accordance with Articles 42 and 43 of the 1975 Statute. But that is not how international responsibility for internationally wrongful acts committed by and attributable to Uruguay works<sup>101</sup>; Articles 42 and 43 of the Statute do not apply in these circumstances.

42 15. These provisions — Articles 42 and 43 — establish only a system of objective liability “for damage”: they are concerned only with liability, rather than responsibility. It is a compensation mechanism for damage “inflicted as a result of pollution caused by [the] activities [of one of the Parties] or by those carried out in its territory by individuals or legal entities”, in the words of Article 42. Even where one Party has scrupulously fulfilled its obligations, it remains liable for any damage that an installation may cause to the other Party. To quote from the commentary by the International Law Commission accompanying its Draft Principles on the Allocation of Loss in the Case of Transboundary Harm Arising out of Hazardous Activities adopted in 2006,

“[E]ven if the relevant State fully complies with its prevention obligations, under international law, accidents or other incidents may nonetheless occur and have transboundary consequences that cause harm and serious loss to other States and their nationals. It is important . . . that those who suffer harm or loss as a result of such incidents involving hazardous activities are not left to carry those losses and are able to obtain prompt and adequate compensation.”<sup>102</sup>

---

<sup>101</sup>RA, para. 5.24.

<sup>102</sup>United Nations, *Official Records of the General Assembly, sixty-first session, Supplement No. 10*, International Law Commission, *Report on the work of its fifty-eighth session (1 May to 9 June and 3 July to 11 August 2006)* (A/61/10), p. 114, paras. 2 and 3 of the general commentary.

That is the point of Articles 42 and 43 of the Statute of the River Uruguay.

16. But Uruguay cannot hide behind this compensation mechanism. Argentina is not seeking to establish the liability of its neighbour, but rather its international responsibility. This responsibility for internationally wrongful acts — that is, for breaches of Uruguay’s obligations under the Statute — is fundamentally different from the liability established under Articles 42 and 43 and cannot be fulfilled either by surveillance of the wrongful acts or by mere compensation for damage that may “possibly” be caused, a possibility which as was demonstrated yesterday has already materialized<sup>103</sup>. International responsibility means a return to legality, and is not in any way limited to compensation.

In this connection, the commentary to the articles on State responsibility for internationally wrongful acts indicates that “[t]he function of cessation [as an obligation resulting from an internationally wrongful act] is to put an end to a violation of international law and to safeguard the continuing validity and effectiveness of the underlying primary rule”<sup>104</sup>. Causing the wrongful act to continue because a State declares that it is prepared to react to any future damage does not satisfy this essential objective of responsibility which is “the preservation of, and reliance on, the rule of law”<sup>105</sup>.

**43**

17. Setting up a system of monitoring, however technically appropriate and well executed it may be, cannot be a substitute for the new obligations that have arisen as a result of the internationally wrongful acts attributable to Uruguay. Nor is it a substitute for the obligation of the continued duty of performance of the obligation breached (as discussed in Article 29 of the articles on the subject of State responsibility)<sup>106</sup>, or for the obligation to cease the wrongful act (as discussed in Article 30), much less for the obligation “to make full reparation for the injury caused by the internationally wrongful act” as discussed in Article 31.

---

<sup>103</sup>See CR 2009/14, pp. 37-53 (Colombo).

<sup>104</sup>*International Law Commission Yearbook*, 2001, Vol. II, Part Two, p. 95, para. 5, commentary to Article 30.

<sup>105</sup>*Ibid.*

<sup>106</sup>General Assembly Resolution 56/83 of 12 December 2001 (A/RES/56/83), Ann.

Mr. President, Members of the Court: I thank you for your attention. And now I would ask, Mr. President, if you would kindly give the floor to Professor Pellet — although I should think that would probably be after the coffee break.

The VICE-PRESIDENT, Acting President: Thank you, Mr. Müller. Indeed, it is a good time for a coffee break. The hearing is suspended for 15 minutes.

*The Court adjourned from 11.25 to 11.45.*

The VICE-PRESIDENT, Acting President: Please be seated. The hearing is resumed. I shall immediately give the floor to Professor Pellet. You have the floor, Sir.

Mr. PELLET: Thank you so much, Mr. President.

## **XVII. REPARATION**

44 1. Mr. President, Members of the Court, Daniel Müller showed before the break that the monitoring conducted by Uruguay — not in its present, partial form nor even if it was considerably improved and did properly monitor the effects of Botnia on the river and the areas affected by it — could not constitute appropriate reparation for the harm resulting from the numerous breaches of the 1975 Statute attributable to Uruguay. And yet, Mr. President, as soon as one or more internationally wrongful acts are attributable to a State, its responsibility is engaged<sup>107</sup> and reparation is due for the resulting damage<sup>108</sup>. Uruguay does not dispute this in principle<sup>109</sup>, but: — unsurprisingly, it denies having committed such acts<sup>110</sup>, but I do not think, Mr. President, that there is any point in going back over it at this stage: as we have shown, the Eastern Republic of Uruguay has breached the 1975 Statute in many different ways (its procedural and its substantive obligations);

---

<sup>107</sup>See Arts. 1 and 2 of the ILC Articles on the Responsibility of States (General Assembly resolution 56/83, 12 Dec. 2001, Ann.).

<sup>108</sup>See Art. 31, *ibid.*

<sup>109</sup>CMU, p. 478, para. 7.53; RU, p. 333, para. 7.26 and p. 400, para. 7.29.

<sup>110</sup>See CMU, p. 478, para. 7.53; RU, p. 400, para. 7.29.

— more curiously, Uruguay states that the harm relied on by Argentina is not the direct consequence of the internationally wrongful acts it has committed<sup>111</sup>, be it the harm caused to the régime of the river and the quality of its waters and the resultant related effects on its ecosystem and the areas affected by it, or the threats to the pursuit of the previous uses in the region of Gualeguaychú, the effects on the health of the local people or the problems caused to the inhabitants and tourists by the activity of the Botnia plant<sup>112</sup>. This position is untenable, but, as Uruguay acknowledges that this question may be dealt with in the subsequent phase of the case — when the Court rules on the *quantum* of the compensation due to Argentina, I will not dwell on it.

2. I will therefore concentrate on the two points dealt with in Chapter 7 of the Uruguayan Rejoinder and will show:

- firstly, that the arrangements for reparation which Argentina requests are wholly appropriate (I) and,
- secondly, that, on the other hand, Uruguay clearly cannot obtain from the Court a declaration authorizing the continued operation of Botnia (II).

45

#### **I. THE ARRANGEMENTS FOR REPARATION REQUESTED BY ARGENTINA ARE APPROPRIATE**

3. Mr. President, the legal consequences of an internationally wrongful act, as enumerated by the ILC Articles on State Responsibility include:

- cessation of the act in question<sup>113</sup>;
- the continued duty of the responsible State to perform the obligation breached<sup>114</sup>;
- assurances of non-repetition<sup>115</sup>; and, of course,
- full reparation for the injury caused<sup>116</sup> preferably in the form of *restitutio in integrum*<sup>117</sup> and, alternatively, by compensation<sup>118</sup> or satisfaction<sup>119</sup>, when restitution is impracticable or inadequate.

---

<sup>111</sup>See RU, p. 400, para. 7.29.

<sup>112</sup>See Note. MA, pp. 361-362, para. 8.29.

<sup>113</sup>Art. 30 (a).

<sup>114</sup>Art. 29.

<sup>115</sup>Art. 30 (b).

<sup>116</sup>Art. 31, para. 1.

**A. *Restitutio in integrum* is the basic remedy in the event of a breach of an international obligation**

4. Only one aspect of Argentina's submissions — admittedly a fundamental one — has caught Uruguay's attention: the claim for *restitutio in integrum*, which arouses the indignation (feigned of course) of our Uruguayan friends<sup>120</sup>. Restitution — in other words “re-establish[ing] the situation which existed before the wrongful act was committed”<sup>121</sup> is, however, the basic form of reparation in the event of the violation of an international obligation and is, in this case, totally appropriate.

46

5. This primacy of *restitutio* is the logical and inevitable consequence of the fundamental principle, enunciated by the Permanent Court in the case concerning *Factory at Chorzów*, according to which “reparations must, as far as possible, wipe out the consequences of the illegal act and reestablish the situation which would, in all probability, have existed if that act had not been committed” (*Factory at Chorzów, Merits, Judgment No. 13, 1928, P.C.I.J., Series A, No. 17*, p. 47). This fundamental principle is reiterated in Article 31 of the ILC Articles of 2001. Furthermore, Articles 36 and 37, devoted respectively to compensation and satisfaction, clearly establish that it is only “to the extent that such damage is not [or cannot be] made good by restitution” that these other forms of reparation are used. As the ILC stated in its commentary on Article 35 (on restitution):

“because restitution most closely conforms to the general principle that the responsible State is bound to wipe out the legal and material consequences of its wrongful act by re-establishing the situation that would exist if that act had not been committed, it comes first among the forms of reparation”<sup>122</sup>.

6. Only to the extent that *restitutio in integrum* proves materially impossible or “out of all proportion to the benefit deriving from restitution instead of compensation”<sup>123</sup>, may reparation take the form of compensation in the guise of the “payment of a sum corresponding to the value which a

---

<sup>117</sup>Art. 35.

<sup>118</sup>Art. 36.

<sup>119</sup>Art. 37.

<sup>120</sup>CMU, p. 26, para. 1.41; p. 478, para. 7.53; pp. 479-480, para. 7.56; RU, p. 385, para. 7.5; pp. 386-400, para. 7.29.

<sup>121</sup>Art. 35 of the Draft articles on Responsibility of States for Internationally Wrongful Acts, *op. cit.*, footnote 1.

<sup>122</sup>Report of the ILC on the work of its fifty-third session, *ILC Yearbook 2001*, p. 103, para. (3) of the commentary on Article 35.

<sup>123</sup>Articles of the International Law Commission, Art. 35 (b).

restitution in kind would bear” (*Factory at Chorzów, Merits, Judgment No. 13, 1928, P.C.I.J. Series A, No. 17*, p. 47), as the Permanent Court said in the case concerning the *Factory at Chorzów*. Regardless of what the Respondent may say, then, the dismantling of the Botnia plant, or in any event the cessation of its operations, is in our case neither materially impossible nor disproportionate.

### **B. *Restitutio in integrum* is not disproportionate in the present case**

7. To preclude the Court’s ruling in favour of dismantling the plant, Uruguay bases itself clumsily on the rigid distinction which allegedly exists between the arrangements for reparation for the procedural breaches of the Statute on the one hand, and for its substantive breaches on the other. According to Uruguay, the former do not, in principle, lend themselves to *restitutio*<sup>124</sup>, and the latter do not lend themselves to it either — but only “in the circumstances of the case”<sup>125</sup>. Essentially, this distinction has no *raison d’être*.

47

8. One of the arguments justifying the primacy of *restitutio* over any other form of reparation — perhaps the most fundamental one — is that, as Daniel Müller has just said, it cannot be accepted that a responsible State “buys” the right to commit an internationally wrongful act by paying compensation instead of restoring the *status quo ante*. This consideration applies as much for breaches of procedural obligations as for those of a substantive nature, each of them, moreover, being broadly interdependent: as the Court itself said, “the procedural mechanism put in place under the 1975 Statute constitutes a very important part of that treaty régime” (*Pulp Mills on the River Uruguay (Argentina v. Uruguay), provisional measures, Order of 13 July 2006, I.C.J. Reports 2006*, pp. 133-134, para. 81) and it has been massively and systematically circumvented by the Respondent.

9. Firstly, dismantlement must be the joint reparation for procedural and substantive breaches of the Statute, which, again cannot be dissociated: it is the former — which are by no means incidental<sup>126</sup> — which permitted and caused the latter. If Uruguay had followed the

---

<sup>124</sup>RU, “Dismantling the Botnia Plant is Not an Appropriate Remedy for a Procedural Violation of the 1975 Statute”, pp. 386-394.

<sup>125</sup>*Ibid.*, pp. 394-400.

<sup>126</sup>Cf. the quotation taken from a statement by J. Crawford before the ILC, *ILC Yearbook 2000*, vol. I, 2634<sup>th</sup> session, 8 June 2008, p. 183, para. 5, quoted in RU, p. 390, para. 7.11.



procedural requirements of the Statute, we would not be where we are now, Mr. President: the Parties (or ultimately the Court itself in the context of Article 12) might have realized the excessive risks to the environment of the river and the areas affected by it posed by siting the plant at Fray Bentos and it would certainly not have been built on its present site. For it must not be overlooked that, although those risks have already become a reality, as we have shown, they persist on a much larger scale for the future.

48 10. Secondly, the context in which the problem has arisen must be firmly borne in mind — a context which Uruguay seeks to spirit away by a tangled web of arguments unrelated to the question before us. The essential issue, which applies to all the breaches of the Statute by Uruguay, whether considered as a whole or in isolation, whether substantive or procedural, is this: when Argentina informed Uruguay of its opposition to the project, it still existed only on paper; and when it seized the Court, in real terms the construction work on the Botnia plant was still only just beginning, as Uruguay itself stated in its observations on Argentina’s request for the indication of provisional measures, “[c]onsiderable construction [remained] to be completed”<sup>127</sup>. Uruguay even claims that, at that time, the authorizations required for the construction (and all the more so the operation) of the Botnia plant had still not been issued<sup>128</sup>. Hence, Mr. President, it is *in relation to the situation which existed at that moment* (and not the situation which Uruguay seeks to pass off as a *fait accompli*) that the proportionality of the reparation claimed by Argentina must be assessed.

11. For there can be no doubt that, at the moment when it authorized the works on the Botnia plant, Uruguay was fully aware that Argentina disputed the lawfulness of its conduct: in fact, it had been aware of this since 2003, when Argentina strongly protested against the ENCE project. And as Professor Kohen said yesterday morning, Argentina called for the works on the Botnia plant to be suspended, when they had scarcely begun, on 5 May 2005. Uruguay was even more aware of this after the filing of the request before the Court, in which Argentina made no secret of its intention to call for the restoration of the *status quo ante*<sup>129</sup>. Hence, it is at the latest at that moment

---

<sup>127</sup>See Uruguay’s observations on the request for the indication of provisional measures, 8-9 June 2006, Exhibit 1, pp. 10-11.

<sup>128</sup>See CMU, pp. 155-157, paras. 3.9-3.13; RU, p. 11, para. 1.18, pp. 55-58, paras. 2.47-2.49. See also CR 2006/47, pp. 21-22, paras. 13-15 (Boyle).

<sup>129</sup>See para. 25 of the Application and request for the indication of provisional measures the same day.

(the filing of the application) that the question must be asked whether the *restitutio* would have been disproportionate — not today, after Uruguay, duly informed of Argentina’s intentions, has deliberately taken the risk of having the Botnia plant constructed and allowing it to operate.

12. Moreover, Uruguay was not mistaken about this, since in response to our warnings during the oral pleadings of 8 June 2006<sup>130</sup>, its advocate proclaimed:

49

“it should be for Uruguay to decide whether to risk proceeding with the construction of the plants in light of Argentina’s claim. If the Court, at the conclusion of the merits phase, were to order the plants closed, or dismantled, Uruguay would have to live with that result.”<sup>131</sup>

And the Court acknowledged these statements by the Respondent in its Order of 13 July 2006:

“whereas Uruguay further maintained that construction of the mills would not amount to a *fait accompli* liable to prejudice Argentina’s rights and that it was for Uruguay alone to decide whether to proceed with construction and thereby assume the risk of having to dismantle the mills in the event of an adverse decision of the Court” (*Pulp Mills on the River Uruguay (Argentina v. Uruguay)*, *Provisional Measures, Order of 13 July 2006*, *I.C.J. Reports 2006*, p. 125, para. 47).

Whereupon the Court concluded (referring to its Order of 29 July 1991 in the *Great Belt* case<sup>132</sup>) that: “in proceeding with the authorization and construction of the mills, Uruguay necessarily bears all risks relating to any finding on the merits that the Court might later make” (*Pulp Mills on the River Uruguay (Argentina v. Uruguay)*, *Provisional Measures, Order of 13 July 2006*, *I.C.J. Reports 2006*, p. 133, para. 78).

13. This being so, Mr. President, it would be unacceptable for Uruguay to claim to confront the Court and Argentina with a “*fait*” which was not “*accompli*” in July 2006<sup>133</sup>, but which would have become so two years later. Therefore, it is the burden imposed on Uruguay of returning to the *the situation which existed before the beginning of the works* (which should not have been undertaken in the circumstances in which they were) or, in any event, *in July 2006* at the latest (and not in relation to the present situation), which constitutes the measure of proportionality. Or rather, the measure of the absence of any proportion — which, together with the material impossibility,

---

<sup>130</sup>CR 2006/46, p. 47, para. 32 (Kohen) or p. 68, para. 27 (Pellet).

<sup>131</sup>CR 2006/47, p. 50, para. 26 (Reichler).

<sup>132</sup>*Passage through the Great Belt (Finland v. Denmark)*, *Provisional Measures, Order of 29 July 1991*, *I.C.J. Reports 1991*, p. 19, para. 31.

<sup>133</sup>*Pulp Mills on the River Uruguay (Argentina v. Uruguay)*, *Provisional Measures, Order of 13 July 2006*, *I.C.J. Reports 2006*.

constitutes the only admissible ground which might justify the use of a form of reparation other than *restitutio in integrum*.

14. Neither of these two grounds exists in this case:

- 50 — it is always possible to dismantle a plant. Uruguay does not claim the contrary; and, as stated in its Memorial and its Reply<sup>134</sup>, Argentina would be content with the conversion of the building for other purposes not harmful to the environment of the River Uruguay and the areas affected by it (as for the machinery, it is neither difficult nor very costly to move it to another plant on a less unacceptable site);
- and the proportionality, or rather, the lack of manifest disproportion — Article 35 (b) of the ILC Articles states that the burden must not be “out of all proportion to the benefit deriving from the restitution instead of compensation” — this “non-disproportionality” therefore is just as unquestionable if, rather than making falsely indignant assertions<sup>135</sup>, one takes the facts as they are. This means that the gravity of the breaches of the Statute by Uruguay, and the resulting harm for Argentina on the one hand must be balanced against the burden which would have resulted for the Respondent from the abandonment of the hastily begun works in spring 2005 and which was entirely up to it not to continue — whereas it proceeded with them apace.

15. I shall not go back again over the former (Uruguay’s breaches and the harm suffered by Argentina) which, all this week, have formed the subject of eloquent arguments, other than to emphasize the massive, cumulative, deliberate and continuous character of both of them. Uruguay has knowingly breached the provisions of Articles 7 to 12 of the 1975 Statute and knowingly taken the risk of serious harm to the environment of the River Uruguay and the areas affected by it and to the health and living conditions of the populations concerned, which harm has already occurred and can only worsen. And it has subsequently done everything it could to confront Argentina (and the Court) with the *fait accompli* of a plant which, allegedly, cannot now be dismantled. Mr. President, it is clear that, to assess the burden which Uruguay will have to bear through the dismantling or conversion of the Botnia plant, one has to return to the moment when Argentina alerted it to its

---

<sup>134</sup>See MA, pp. 359-360, para. 8.24, or RA, p. 483, para. 5.3 and p. 498, para. 5.28.

<sup>135</sup>See footnote 120 above.

refusal to be confronted with the fait accompli and, at the latest, the moment of the filing of the Application — the whole of the subsequent period must be placed between parentheses.

51 16. What is this burden which Uruguay presents to us a “grossly disproportionate, and inconsistent with notions of equity and reasonableness”<sup>136</sup>? This burden is limited:

- first, to the obligation not to continue the construction of a plant which, virtually (and juridically) must be regarded as being only at the very initial stage, that of preparing the plot on which it will sited; the rest of the time must be placed between parentheses; and
- secondly, to the obligation not to construct this plant on the site arbitrarily chosen (but almost as harmful to Uruguay itself as to its neighbour), this obligation leaving open the possibility of siting a technically acceptable plant in any other suitable place.

And that is all, Mr. President. It is this yardstick and this yardstick alone by which the gross non-disproportionality must be assessed.

17. For, Members of the Court, you cannot allow yourselves to be taken in by the other Party’s statement that “[a]n order to dismantle the plant which is expected to generate over 8,000 new jobs and contribute more than US\$270 million to the Uruguayan economy would impose heavy costs on Uruguay . . .”<sup>137</sup>. In reality, according to recent information, the vast estimates of 8,000 jobs created<sup>138</sup> have proved completely false: according to more trustworthy figures, the full operation of the Botnia plant should generate barely 560 jobs in all<sup>139</sup>, the sum total of 40 directly benefiting the inhabitants of Fray Bentos<sup>140</sup>. However, as Professor Marcelo Kohén explained on Tuesday morning<sup>141</sup>, the few economic benefits directly linked to the activities of the

52

---

<sup>136</sup>RU, pp. 389-390, para. 7.14.

<sup>137</sup>RU, p. 391, para. 7.14.

<sup>138</sup>CMU, p. 479, para. 7.56.

<sup>139</sup>“UPM and Metsäliitto sign a letter of intent on new ownership structure of Botnia”, UPM; Helsinki, 15 July 2009 (available at: [http://w3.upm-kymmene.com/upm/internet/cms/upmcms.nsf/\\$11l/97f7495329b69288c22575f500244019?OpenDocument&qm=menu,o,o,o](http://w3.upm-kymmene.com/upm/internet/cms/upmcms.nsf/$11l/97f7495329b69288c22575f500244019?OpenDocument&qm=menu,o,o,o)). See also: “Cayendo en la realidad. Botnia desmiente a Botnia”, available at: <http://www.guayubira.org.uy/celulosa/desmiente.html>.

<sup>140</sup>New Documents Submitted by Argentina, 30 June 2009, Vol. II, press articles: “La planta de Botnia está que explota”, *El País*, Montevideo, 28 Feb. 2009; “District Attorney Enrique Viana: ‘Botnia is inconsistent with Uruguay’s Environmental Status’”, 20 Apr. 2009; “A media máquina” (“A rythme ralenti”), *El País*, Montevideo, 19 Apr. 2008, available at: [http://www.elpais.com.uy/Suple/QuePasa/08/04/19/quepasa\\_341882.asp](http://www.elpais.com.uy/Suple/QuePasa/08/04/19/quepasa_341882.asp); “La pregunta del millón: ¿Cuántos fraybentinos trabajan en Botnia?”, *Zona Oeste*, Fray Bentos, 6 May 2008, available at: <http://mrecic.gov.ar/publicdocuments>; “Los empleos invisibles de Botnia en Río Negro: que al menos sirvan de experiencia”, communiqué de Guayubira, Montevideo, 28 May 2008, available at: <http://www.guayubira.org.uy>. See also CR 2009/13, p. 23, para. 32 (Kohén).

<sup>141</sup>*Ibid.*, p. 25, paras. 35-36 (Kohén).

Botnia plant will still be there if the plant is relocated to a more appropriate place, with the additional benefit of a contribution to the sustainable development of the country and with the great merit of not affecting that of Argentina.

18. Two other remarks to be on the safe side, Mr. President:

- Firstly, contrary to what Uruguay suggests, the question is not whether there are other possible forms of reparation: not only, as I have said, can it not be accepted that a State “buys” an unlawful act, but also, as pointed out by the ILC “a preference for the position of the injured State in any case where the balancing process does not indicate a clear preference for compensation as compared with restitution”<sup>142</sup> should be accepted; in this case, the injured party, Argentina, is insisting on *restitutio* and I would again stress that neither of the only two reasons which might be set against it juridically (material impossibility or manifest disproportion) can be relied on by the State responsible for the breaches;
- Secondly, Uruguay’s emphasis on the “precedent” allegedly constituted by your 1997 Judgment in the case concerning the *Gabčíkovo-Nagymaros Project* has no *raison d’être*: admittedly, in that case, “rather than order the works destroyed, . . . the Court in *Gabčíkovo* refused to do so and ordered the Parties to resume co-operation instead”<sup>143</sup>; but — and this is a vast difference — in *Gabčíkovo*, it was a matter of *implementing* the 1977 Treaty between Hungary and Czechoslovakia (which expressly envisaged the joint construction of a system of dams); in the present case, not only does the Statute of the River Uruguay absolutely not envisage the construction of the Botnia plant but, as the plant is designed and on its present site, the Statute absolutely excludes it. It is obviously not for the Court to give its blessing to the serious breaches which are the origin of this construction and this site.

19. In the case concerning the *Gabčíkovo-Nagymaros Project* precisely, you found that

53

“[t]he Court would set a precedent with disturbing implications for treaty relations and the integrity of the rule *pacta sunt servanda* if it were to conclude that a treaty in force between States, which the parties have implemented in considerable measure and at great cost over a period of years, might be unilaterally set aside on grounds of reciprocal non-compliance. It would be otherwise, of course, if the parties decided to

---

<sup>142</sup>Report of the ILC on the work of its fifty-third session, *ILC Yearbook 2001*, p. 105, para. 11 of the commentary on Art. 35.

<sup>143</sup>RU, p. 391, para. 7.14 (see *Gabčíkovo-Nagymaros Project (Hungary/Slovakia)*, *Judgment*, *I.C.J. Reports 1997*, p. 80, para. 150.

terminate the Treaty by mutual consent. But in this case, while Hungary purported to terminate the Treaty, Czechoslovakia consistently resisted this act and declared it to be without legal effect.” (*Gabčíkovo-Nagymaros Project (Hungary/Slovakia)*, *Judgment*, *I.C.J. Reports 1997*, p. 68, para. 114.)

In our case, I do not know whether Uruguay is really seeking to put an end to the 1975 Statute; in any event, it behaves as though this instrument did not exist, whereas Argentina remains fundamentally attached to it. And it is by not punishing its errors — Uruguay’s errors — that, Members of the Court, you will set “a precedent with disturbing implications for treaty relations and the integrity of the rule *pacta sunt servanda*”.

### C. The other forms of reparation due to Argentina

20. In any event, Mr. President, if the dismantling or conversion of the Botnia plant were to be required, that would not be enough to ensure full reparation of the harm suffered by Argentina as a result of the numerous breaches of the 1975 Statute committed by Uruguay. In present circumstances, the *restitutio* must be completed by the other forms of reparation familiar to international law and, in particular, by compensation and satisfaction.

21. As stated by Article 36 (1) of the ILC Articles on the responsibility of States: “the State responsible for an internationally wrongful act is under an obligation to compensate for the damage caused thereby, insofar as such damage is not made good by restitution”. Yet it is quite clear that the dismantling or conversion of the Botnia plant remove the risks of harm for the future — which is essential — but do not repair the harm already suffered by Argentina and its nationals.

22. This is why Argentina is asking the Court to decide that compensation is due to it on this ground, it being understood that the *quantum* of it will be fixed at a later date — a point on which the Parties agree<sup>144</sup>.

54 23. Uruguay also agrees that satisfaction may constitute appropriate reparation for certain types of harm<sup>145</sup>. But it wrongly seeks to convince the Court that it must, in our case, be the alpha and omega of reparation: it is only appropriate “insofar as [the injury] cannot be made good by restitution or compensation”<sup>146</sup>. This is the case here of the authorization initially given for the

---

<sup>144</sup>See RU, p. 400, para. 7.29.

<sup>145</sup>*Ibid.*, p. 393, para. 7.17.

<sup>146</sup>Art. 36 (1), of the ILC Articles on the responsibility of States for internationally wrongful acts.

construction of the ENCE plant, regardless of the procedural requirements stemming from Articles 7 to 12 of the 1975 Statute. And it does not much matter in this connection, Mr. President, that, ultimately, the plant was not built on the site originally envisaged: through its systematic contempt for its treaty obligations, its cynical and assumed refusal (I am thinking in particular of the statements by Minister Opertti on 26 November 2003<sup>147</sup> reiterated last year<sup>148</sup>) to even recognize their existence, through the absence of any regret and the slightest apology, Uruguay has gravely breached the Statute and it is important, in Argentina's view, that these breaches should be acknowledged. As we have stated in writing<sup>149</sup>, over and above the ins and outs of the present case, however grave the immediate consequences of them may be, what the Applicant is seeking is the rehabilitation of the Statute of the River Uruguay so gravely imperilled by the Respondent's attitude.

24. And it is for this reason that Argentina also formally and in the strongest possible terms reiterates its request for the Court to order Uruguay to provide adequate guarantees that it "will refrain in future from preventing the Statute of the River Uruguay of 1975 from being applied, in particular the consultation procedure established by Chapter II of that Treaty"<sup>150</sup>.

25. Of course I am aware, Mr. President, that as it recently stated "while the Court may order, as it has done in the past, a State responsible for internationally wrongful conduct to provide the injured State with assurances and guarantees of non-repetition, it will only do so if these circumstances so warrant, which it is for the Court to assess" and that, "[a]s a general rule, that is no reason to suppose that a State whose act or conduct has been declared wrongful by the Court will repeat that act or conduct in the future, since its good faith must be presumed . . ." (*Dispute regarding Navigational and Related Rights (Costa Rica v. Nicaragua)*, Judgment of 13 July 2009, para. 150)<sup>151</sup>. But, precisely, the circumstances of the case fully justify the Court giving effect to

55

---

<sup>147</sup>MA, Anns., Vol. VII., Ann. 4.

<sup>148</sup>New Documents Submitted by Argentina, 30 June 2009, Vol. II; Radio Sarandi, Interview given by former Uruguayan Minister Didier Opertti: "Opertti stated that Uruguay needs no permission to establish cellulose plants" (28 May 2008).

<sup>149</sup>See footnote RA, p. 14, para. 0.13; see also CR 2009/12, pp. 34-35, para. 18 (Pellet).

<sup>150</sup>RA, Submissions, p. 509, para. 6.1.2. See MA, pp. 363-366, paras. 8.32-8.39, and RA, p. 481, para. 5.1.

<sup>151</sup>See also *Factory at Chorzów, Merits, Judgment No. 13, 1928, P.C.I.J., Series A, No. 17*, p. 63; *Nuclear Tests (Australia v. France), Judgment, I.C.J. Reports 1974*, p. 477, para. 63; or *Military and Paramilitary Activities in and against Nicaragua (Nicaragua v. United States of America), Merits, Judgment, I.C.J. Reports 1984*, p. 437, para. 101.

Argentina's claim: the repeated, systematic and deliberate nature of Uruguay's breaches of the Statute means that it must do so, the alternative being once again to sign the death warrant of this indispensable Treaty.

**II. URUGUAY'S REQUEST FOR A DECLARATION BY THE COURT AUTHORIZING IT TO CONTINUE TO OPERATE THE BOTNIA PLANT MUST BE REJECTED**

26. And it is also for this reason, Mr. President, Members of the Court, that you obviously cannot give effect to Uruguay's curious request calling upon you to make "a declaration making clear the Parties are obligated to ensure full respect for all the rights in dispute in this case, including Uruguay's right to continue operating the Botnia plant in conformity with the provisions of the 1975 Statute"<sup>152</sup>.

27. If, as everything suggests, this is a counter-claim which dares not speak its name, it is inadmissible because it was formulated for the first time in the Rejoinder and not in the Counter-Memorial as required by Article 80 of the Rules of Court in order to preserve "[t]he right of the other party to present its views in writing . . . in an additional pleading". Also, since (quite rightly), Uruguay does not complain of any breach of the 1975 Statute related to the case under consideration, one wonders on what basis the Court might take such a decision. Its function is to "decide, in accordance with international law such disputes as are submitted to it", not to make declarations on wholly hypothetical problems which might arise in the future.

56

28. Further, and in any case, on the merits, such a declaration is obviously impossible: as Argentina's courtroom team has established during these four hearings, by building this plant, Uruguay has seriously breached numerous obligations (procedural and substantive) incumbent upon it under the Statute, and the Court cannot cloak these breaches in its authority — either with respect to the past or, of course, the future. Not only, as Argentina has requested in its submissions, must the plant immediately cease its unlawful activities and be dismantled (or failing that converted) so that it is guaranteed they will not be resumed, but Uruguay must also give assurances to that effect — such are the fears that its systematic contempt for the 1975 Statute give

---

<sup>152</sup>RU, p. 407, para. 7.41 (g); see also Submissions, p. 409.



rise to for the Statute's continued existence and for the rational and optimum management of the shared natural resource it establishes.

29. Mr. President, Members of the Court, thank you again for your attention. May I ask you, Mr. President, to give the floor to my colleague, Marcelo Kohen, for some concluding remarks on this first round of oral pleadings by the Argentine Republic.

The VICE-PRESIDENT, Acting President: Thank you, Professor Pellet. I shall now ask Mr. Marcello Kohen to present the conclusions to the Argentine Republic's first round of oral argument. You have the floor, Sir.

Mr. KOHEN:

**XVIII. CONCLUSIONS TO THE ARGENTINE REPUBLIC'S  
FIRST ROUND OF ORAL ARGUMENT**

1. Mr. President, Members of the Court, it is my task to conclude Argentina's first round of oral argument with a few remarks. Over these four days we have demonstrated in fact and in law that Uruguay's actions bespeak serious violations of the Statute of the River Uruguay and cause harm to the environment of the river and areas affected by it, to the daily life of the population along the river and to the traditional relations of fraternity and trust between the two countries.

2. The facts may be summarized in the following ten points:

- (1) Uruguay decided in advance not to abide by the procedure under the 1975 Statute for the two biggest industrial projects ever planned on the River Uruguay and in fact did not abide by it;
- (2) the goal was to attempt to present Argentina with a *fait accompli*;
- 57 (3) Uruguay was not in possession of a complete and objective environmental impact assessment before issuing the authorizations to build the mills;
- (4) *a fortiori*, Uruguay was not in possession of any study of the mill locations, let alone any analysis of the possibility of finding alternative sites;
- (5) in seeking to make monitoring by CARU tantamount to acceptance of projects which Uruguay had never submitted to CARU, and in rejecting Argentina's proposal for comprehensive monitoring, Uruguay impeded any joint action to determine the ecosystem's actual capacity to handle the effluent and emissions from the planned paper pulp mills;

- (6) Uruguay's monitoring is patently inadequate to ascertain the plant's impact on the river and areas affected by it, and this holds true not only before but also after Botnia's commissioning;
- (7) a plant of this size at a site comparable to this one and using the same technology would never have been authorized in Europe;
- (8) since being placed in service in 2007, the Botnia mill has already caused harm to the ecosystem of the river and areas affected by it; the proof lies in: the increased eutrophication of the water, including algal blooms; increased concentrations of toxic pollutants such as nonylphenols, dioxins and furans; air pollution; and the negative impact of effluents on the biodiversity of the river, including in particular on fish and other aquatic organisms. These effects can only grow much worse over time if Botnia continues to operate where it is currently situated;
- (9) this situation serves as stinging refutation of Botnia's, Uruguay's and EcoMetrix's optimistic, but wrong, predictions, based on inappropriate data and studies;
- (10) the Botnia mill has impaired the quality of life of the population concerned and has adversely affected prior uses of the river, notably tourism, in the area around the mill.

**A. The applicable law and Uruguay's attempts to limit the scope of the obligations arising under it**

58 3. With your leave, Mr. President, I shall make several comments on the applicable law and Uruguay's attempts to limit the scope of the obligations arising under it. Members of the Court, what you have before you is a distinctive treaty régime which is more developed than the general international law of international watercourses. As you just did two months ago in the *Costa Rica v. Nicaragua* case<sup>153</sup>, here you must also apply first and foremost a bilateral treaty: the 1975 Statute. But in contrast to the situation in respect of the San Juan river and the treaty governing it, here you can look to references to conventions and other rules and instruments of general bearing<sup>154</sup>.

---

<sup>153</sup>*Dispute regarding Navigational and Related Rights (Costa Rica v. Nicaragua)*, Judgment of 13 July 2009, paras. 34-36.

<sup>154</sup>Arts. 1 and 41 (a) of the Statute of the River Uruguay (1975). MA, Vol. II, Ann. 2; CMU, Vol. II, Ann. 4.

4. In its written pleadings, Uruguay stopped at nothing in its attempt to minimise the scope of environmental obligations arising under the Statute or under general international law. Similarly, it grossly underestimated the vulnerabilities of the ecosystem of the River Uruguay, especially the stretch where the mill is located. The aim is clear: to loosen the normative requirements as much as possible so as to be able to justify higher pollution levels.

5. By means of the 1975 Statute, the two Parties freely agreed to impose restraints on themselves in order to protect the River Uruguay from polluting industries. It was at Uruguay's insistence that the reference to "industrial" uses was included in Article 27 of the Statute. The Parties even agreed, in Article 13, that Argentina would bear the obligations under the Statute, and that CARU would have jurisdiction in regard to Argentina, in respect of the stretch of the river between Argentina and Brazil<sup>155</sup>. Argentina assumed these treaty commitments, which it fully approves and respects, but it wishes to see the other Party do the same.

6. The 1975 Statute in its wisdom affords no scope for either the Harmon doctrine or a veto right. Works like those approved by Uruguay must be subjected to the bilateral machinery under Chapter II of the Statute. Unilateralism has no place. Either in the authorization or construction of the works, or in stopping the projects, given that there is always an avenue mandatorily binding on both Parties in the event of dispute between them.

59 7. Before this Court Uruguay is now criticizing what it agreed to with Argentina nearly 35 years ago, asserting that if it had had to wait for the procedure under Articles 7 to 12 to run its course, no works would ever have been built<sup>156</sup>. Not only does this contravene the letter and spirit of the treaty by which Uruguay is bound, it is also contrary to the law and the facts.

8. The procedure in this case is different from the one that would have been followed were we appearing before you pursuant to Article 12. If Uruguay had notified CARU in October 2003, instead of authorizing the construction of the ENCE mill, and if the procedure under Articles 7 to 11 had been seen through to an unsuccessful outcome, the dispute could have been referred to the Court under Article 12 in late 2004. The Court would have had to confine itself to ascertaining

---

<sup>155</sup>CR 2009/12, p. 65, para. 7 (Boisson de Chazournes); Note accompanying the approval of the 1975 Statute by the Uruguayan Congress, 4 May 1976, MA, Vol. II, Ann. 3.

<sup>156</sup>CMU, paras. 3.125-3.127; RU, para. 3.116.

whether or not the project might cause significant damage. That is all. It undoubtedly could have been decided to conduct expedited proceedings before the Court and it may therefore be estimated, even with a certain leeway, that the case could have been concluded in late 2006.

9. But Uruguay chose to do otherwise. The result is that Argentina had to seize the Court under Article 60. As a result, in late 2006 Uruguay requested provisional measures, which you denied, and Argentina was preparing to file its Memorial with the Court. It nevertheless remains the case that if Uruguay had had in its possession a thorough, objective impact assessment including an evaluation of alternative sites, it would never have authorized the construction of the two plants in the Fray Bentos/Gualeguaychú area and this dispute would never have arisen.

10. Professor Philippe Sands described to you the violations of substantive obligations under the Statute<sup>157</sup>. Uruguay's indifference to the environmental impact of the plant at the location chosen by Botnia is coupled with its disregard for pre-existing uses in this area, even though in practice CARU tends to favour pre-existing uses<sup>158</sup>. This is CARU's conception of the optimum and rational utilization referred to in Article 1 of the Statute. It is neither reasonable, rational nor equitable: that the Respondent did not meet the concern expressed by CARU — which drew Uruguay's attention to the fact that the chosen site was already was one used for tourism —; that the Respondent granted the authorizations without going through the treaty procedure; and, in fact, that it built the mills at this spot along the River Uruguay. Nor is this an appropriate way to achieve optimum utilization of the river either.

60

#### **B. “The environment is not an abstraction”**

11. Mr. President, the judgment to be handed down by the Court will be crucial for the future of the River Uruguay and the treaty law governing it. By determining the scope of the Parties' obligations, it will also serve as a guide for future environmental policies. If this case is garnering attention from others in addition to the Parties, it is because your judgment will convey a message of general import for environmental protection. As the Court has already stated: “the environment is not an abstraction but represents the living space, the quality of life and the very health of human

---

<sup>157</sup>CR 2009/14, paras. 4-8 and CR 2009/15 (Sands).

<sup>158</sup>CR 2009/13, pp. 16-17, paras. 15-17 (Kohen).

beings, including generations unborn” (*Legality of the Threat or Use of Nuclear Weapons, Advisory Opinion, I.C.J. Reports 1996 (I)*), pp. 241-242, para. 29; *Gabčíkovo-Nagymaros Project (Hungary/Slovakia), Judgment, I.C.J. Reports 1997*, pp. 41 and 68, paras. 53 and 112).

12. The Inter-American Court of Human Rights took the opportunity recently to reiterate that there is an undeniable link between protection of the environment and enjoyment of other human rights<sup>159</sup>. Further, the Additional Protocol to the American Convention on Human Rights in the Area of Economic, Social and Cultural Rights states in Article 11: “Everyone shall have the right to live in a healthy environment”<sup>160</sup>. Argentina and Uruguay are parties to this<sup>161</sup>.

61 13. Professor Laurence Boisson de Chazournes yesterday noted the obligation that every proper environmental impact assessment should include consultation with the communities concerned and pointed out the travesty of a consultation carried out in respect of the pulp mills at issue in this dispute<sup>162</sup>. Very obviously, no consideration was given to the human dimension of the question of choice of site. The legitimate concerns of the affected communities were ignored. This also is another fundamental element of this case.

14. Yes, Mr. President, the obligees of the undertakings given by Argentina and Uruguay include the people living by the River Uruguay. Indeed, the riparian communities close to the site chosen by Botnia and authorized by Uruguay will be the first to be affected by your decision.

15. Uruguay has admitted that Argentina would be able to obtain an order from the Court shutting down the Botnia plant if it were proved that the mill posed a *risk of harm* to the River Uruguay or Argentina<sup>163</sup>. Members of the Court, Argentina has just proved more than a *risk of harm*: the harm, to the river and to Argentina, is already there and can only get worse if the Botnia plant continues to operate at its present location<sup>164</sup>.

---

<sup>159</sup>*Kawas-Fernández v. Honduras, Merits, Reparations and Costs*, Judgment of 3 April 2009, Series C No. 196, available at: [http://www.corteidh.or.cr/docs/casos/articulos/seriec\\_196\\_ing.pdf](http://www.corteidh.or.cr/docs/casos/articulos/seriec_196_ing.pdf).

<sup>160</sup>Additional Protocol to the American Convention on Human Rights in the Area of Economic, Social and Cultural Rights (Protocol of San Salvador), adopted at San Salvador, El Salvador, on 17 Nov. 1988, at the Eighteenth Regular Session of the General Assembly, Art. 11 (1). Available at: <http://www.cidh.org/Basicos/English/basic5.Prot.Sn%20Salv.htm>.

<sup>161</sup>See [http://www.oas.org/en/countries/member\\_states.asp](http://www.oas.org/en/countries/member_states.asp)

<sup>162</sup>CR 2009/14, paras. 16-18 (Boisson de Chazournes).

<sup>163</sup>RU, para. 2.138.

<sup>164</sup>CR 2009/14, paras. 4-6 (Sands); CR 2009/14 (Sands).

16. It is becoming more and more difficult for Botnia and Uruguay to keep up their “it’s all going well” front. Sulphur emissions? “A small inconsequential incident”, they tell us<sup>165</sup>. Explosions which shatter house windows in Fray Bentos and traumatize the inhabitants? Another minor accident . . .<sup>166</sup> Foul odours? “That can happen, but it is nothing serious”, they say, going one step further<sup>167</sup>. Children and others falling ill or suffering respiratory problems? “Don’t worry! No health risk! That is within the predicted limits!”, they tell you reassuringly<sup>168</sup> . . . A  
**62** gigantic algal bloom in areas affected by effluent from Botnia? “Not to worry, this is normal in the River Uruguay”, they tell us with a straight face<sup>169</sup>.

17. I respectfully invite you, Members of the Court, to compare what Botnia and Uruguay said before with what is happening today. For example, I turn again to the question of air pollution. They said that this pollution could never affect Argentina<sup>170</sup>. And the facts? It affects Argentina *first and foremost*<sup>171</sup>. They said that this might happen ten times a year at most<sup>172</sup>. And the facts? Just after the mill was inaugurated, there were five incidents of toxic emissions in the space of two months<sup>173</sup>. Seventy-eight between July 2008 and 24 March 2009 of which in August 2008 alone<sup>174</sup>. When it first happened, Botnia apologized for foul odours which had caused

---

<sup>165</sup>Statement by Uruguay’s Minister for the Environment, Carlos Colacce. See: “Mal olor y tensión por Botnia. Urribari calificó de ‘grave’ el hecho ; Uruguay dice que no hay peligro”, *La Nación*, 28 Jan. 2009, available at: [http://www.lanacion.com.ar/nota.asp?nota\\_id=1094106](http://www.lanacion.com.ar/nota.asp?nota_id=1094106); “Botnia: después del escape de gases, refuerzan los controles”, *Clarín*, 28 Jan. 2009, New Documents Submitted by Argentina, 30 June 2009, Vol. II.

<sup>166</sup>“Explosión en caño de gas de Botnia causó alarma”, *El País*, 28 Feb. 2009, New Documents Submitted by Argentina, 30 June 2009, Vol. II; “Explosión en Botnia”, *El País*, 28 Feb. 2009, New Documents Submitted by Argentina, 30 June 2009, Vol. II; “Explosión en una cañería de Botnia”, *La Nación*, 28 Feb. 2009, New Documents Submitted by Argentina, 30 June 2009, Vol. II; “La explosión causó rotura de vidrios en casas vecinas — Conmoción en Gualeguaychú por explosión en Botnia”, *Diario Popular*, 28 Feb. 2009, New Documents Submitted by Argentina, 30 June 2009, Vol. II; “Explosión en línea de recuperación de gases olorosos generó daños en viviendas y preocupación a varios vecinos”, *El Ojo de la Razón*, 27 Feb. 2009, New Documents Submitted by Argentina, 30 June 2009, Vol. II.

<sup>167</sup>“Episodio de olor de Botnia llegó hasta Gualeguaychú”, *La República*, 27 Jan. 2009, New Documents Submitted by Argentina, 30 June 2009, Vol. II.

<sup>168</sup>“Botnia présente des excuses en raison des odeurs”, *El País*, 22 Nov. 2007, RA, Vol. III, Ann. 52; “Botnia : Oler o no oler, esa es la cuestión”, *Guayubira*, 28 Jan. 2009, New Documents Submitted by Argentina, 30 June 2009, Vol. II.

<sup>169</sup>“Botnia’s Follow-Up Commission Assures that the Company has had a Good Environmental Performance”, 11 Aug. 2009, available at: <http://mrecic.gov.ar/publicdocuments>.

<sup>170</sup>CMU, para. 5.76 ; RU, para. 6.83; CIS EcoMetrix, CMU, Ann., Vol. VIII, Ann. 173, pp. 4.85 and 5.2.

<sup>171</sup>New Documents Submitted by Argentina, 30 June 2009, Vol. I, pp. 13-15 and 63 ; CR 2009/14, para. 5 (Colombo).

<sup>172</sup>Cumulative Impact Study — Uruguay Pulp Mills (Sep. 2006 — final version), MA, Vol. V, Ann. 6.

<sup>173</sup>“Production halted at Botnia as fear of odours returns”, *La Nación*, 5 Jan. 2008, RA, Vol. III, Ann. 54.

<sup>174</sup>New Documents submitted by Argentina, 30 June 2009, Vol. I, Chap. 3, fig. 28 ; CR 2009/14, para. 6 (Colombo).

health problems for a number of people<sup>175</sup>. Now that this has become a recurrent situation, no more apologies.

### **C. The weight of the scientific evidence submitted by the Parties**

18. Members of the Court, a number of technical experts' reports have been provided to you in this case. Like all such reports, their worth is a function of their intrinsic qualities and it is uniquely by reference to this criterion that they should be weighed.

63 19. The River Uruguay monitoring programme directed by Professor Colombo is the most thorough and systematic study aimed at determining the impact of the Botnia plant. It is based on an ecosystem approach applied to data gathered in appropriate temporal and spatial contexts. We are convinced that the scientific report produced by Argentina on 30 June and the statements by Professors Colombo and Wheater this week offer concrete proof of the environmental harm caused by the Botnia mill; the situation can only grow worse with time<sup>176</sup>. They also provide overwhelming evidence of the deficiencies and errors, not to say the lack of any analysis where one was essential, in Botnia's, Uruguay's and EcoMetrix's reports<sup>177</sup>. As Professor Sands told you yesterday, the precautionary principle requires Uruguay to show that the Botnia plant, operating at its present location and with the technology it employs, does not affect the ecosystem of the River Uruguay and areas affected by it<sup>178</sup>. Moreover, under the fundamental rules of evidence each Party must prove its allegations.

### **D. This case does not pit the right to a healthy environment against the right to economic development**

20. Members of the Court, despite Uruguay efforts to convince us of the contrary, this case does not pit the environment against economic development. Nor does it set the prohibition on transboundary harm against the optimum and rational, equitable and reasonable utilization of an international watercourse. Beyond all doubt, there is harm to the environment here, but there is not

---

<sup>175</sup>“Botnia issues apology for odours” (*El País*, 22 Nov. 2007), RA, Vol. III, Ann. 52.

<sup>176</sup>New Documents Submitted by Argentina, 30 June 2009, Vol. I; CR 2009/12, pp. 61-63, paras. 24-28 (Wheater); CR 2009/14, para. 10 (Sands).

<sup>177</sup>CR 2009/14, p. 28, paras. 12-13, pp. 33-35, paras. 26-28 (Boisson de Chazournes); CR 2009/12, p. 60, para. 19 (Wheater).

<sup>178</sup>CR 2009/14, p. 58, para. 8 and p. 65, para. 18 (Sands).

even any economic development. There is transboundary harm but there is neither reasonable and equitable nor optimum and rational utilization. Basically, the most straightforward proof of Uruguay's admission that its utilization cannot be so characterized is its stubborn refusal to abide by the procedure under the 1975 Statute in respect of the two industrial projects, far and away the biggest in the history of the River Uruguay.

21. The only interests which mattered were those of the company. The interests of a company which sets itself up, which chooses the site best serving its self-interest and which seeks and secures free-zone status, with all the ensuing tax exemptions and other benefits<sup>179</sup>.

64 22. We have noted that the unemployment rate actually increased in Fray Bentos and the department of Rio Negro after Botnia was placed in service<sup>180</sup>. Clearly, Botnia has lied about the figures<sup>181</sup>. Even if we compare the 8000 indirect jobs supposedly generated, says Botnia, by 100,000 hectares of plantations with what could be generated by any other potential use, the result is plain to see: fewer jobs are generated by the forestry activity than would be by any farming activity, and we have to add the tourism jobs lost as a result of Botnia's presence.

23. The reality is glaringly apparent. Botnia does not generate any economic development. It does on the other hand pollute the River Uruguay and areas affected by it, just as it poisons the fraternal relations between Uruguayans and Argentines. To quote the great Uruguayan writer Eduardo Galeano, this is about "vast artificial plantations that they call forests, converted into pulp in an industrial process that dumps chemical waste into rivers and makes the air impossible to breathe"<sup>182</sup>.

24. In the end what must be done is to put into action the principle of sustainable development: the economic development of our two countries must be pursued through the rational and equitable utilization of shared natural resources and this requires that environmental protection be taken into account. The letter and spirit of the 1975 Statute are aimed precisely at

---

<sup>179</sup>Resolution adopted in accordance with Act 15/10/2004 pursuant to Act number 15921 of 17 Dec. 1987 and its regulations, as amended by resolution 18/4/2006 and by resolution 21/2/2007.

<sup>180</sup>CR 2009/13, p. 23, para 32 (Kohen).

<sup>181</sup>CR 2009/13, p. 23, para. 32 (Kohen).

<sup>182</sup>Quoted in: "Uruguay: The Botnia pulp mill project intends to profit from climate change", World Rainforest Movement, Bulletin 109, Aug. 2006; available at: <http://www.wrm.org.uy/bulletin/109/Uruguay.html>.



achieving an objective which the Court aptly expressed in the *Gabčíkovo-Nagymaros* case: reconciling economic interests with protection of the environment<sup>183</sup>.

### **E. Botnia's dismantling, conversion or relocation is possible and just**

65 25. For a number of years now, the major paper companies have been closing many of their plants for good, temporarily shutting them down or relocating them. Over the last four years there have been more than 40 closures in Europe and North America<sup>184</sup>. For its part, Botnia closed its plant in Kaskinen, Finland, in March 2009 and just a few days ago suspended operations at its Kemi plant<sup>185</sup> on economic grounds.

26. Its policy at Fray Bentos is something else entirely.

27. I shall now turn to several comments on Argentina's main claim. Uruguay, as we know, has not fulfilled its obligations, procedural or substantive, under the 1975 Statute. Argentina's position, presented a few moments ago by my colleague Alain Pellet, is that *restitutio in integrum* is not at all disproportionate under the present circumstances. The Court has clearly acknowledged the possibility of ordering the shutdown or dismantling of the Botnia plant. Moreover, Uruguay

---

<sup>183</sup> *Gabčíkovo-Nagymaros Project (Hungary/Slovakia), Judgment, I.C.J. Reports 1997*, p. 78, para. 140. See MA, paras. 3.177-3.187; RA, paras. 4.32-4.40; CR 2009/14, p. 31, para. 19 (Boisson de Chazournes); CR 2009/14, p. 55, para. 3 (Sands).

<sup>184</sup>“Catalyst to permanently close Elk Falls pulp mill”, 7 July 2008, available at: <http://www.reuters.com/article/pressRelease/idUS208712+07-Jul-2008+PRN20080707>; “Domtar to permanently close Lebel-sur-Quevillon pulp mill”, 18 Dec. 2008, available at: [http://news.paperindex.com/NewProjects\\_MillClosures/Domtar\\_to\\_Permanently\\_Close\\_Lebel-sur-Quevillon\\_Pulp\\_Mill/](http://news.paperindex.com/NewProjects_MillClosures/Domtar_to_Permanently_Close_Lebel-sur-Quevillon_Pulp_Mill/); “Wausau Paper announces pulp mill closure”, 6 July 2005, available at: <http://www.allbusiness.com/company-activities-management/company-locations-facilities/5188626-1.html>; “Botnia considering stopping production at Kaskinen mill”, 5 November 2008, available at: <http://www.botnia.com/en/default.asp?path=204,210,211,2010,2593>; “Impacts of Botnia's Kaskinen Pulp Mill Closure to UPM”, 13 Jan. 2009, available at: [http://w3.upm-kymmene.com/upm/internet/cms/upmcms.nsf/prv/Impacts\\_of\\_Botnia's\\_Kaskinen\\_pulp\\_mill\\_closure\\_to\\_UPM?OpenDocument](http://w3.upm-kymmene.com/upm/internet/cms/upmcms.nsf/prv/Impacts_of_Botnia's_Kaskinen_pulp_mill_closure_to_UPM?OpenDocument); “Shutdown of Kaskinen this week – permanent job found for 56 persons”, Mar. 2009, available at: <http://www.metsabotnia.com/en/?path=204;210;211;2672;2793>; “Stora Enso to shut down two factories in Finland and one in Sweden”, available at: <http://www.hs.fi/english/article/Stora+Enso+to+shut+down+two+factories+in+Finland+and+one+in+Sweden+-+1400+jobs+to+go/1135231298578>; “UPM to close Kajaani paper mill and Tervasaari pulp mill in Finland by the end of the year”, 6 Nov. 2008, available at: [http://news.paperindex.com/NewProjects\\_MillClosures/UPM\\_to\\_Close\\_Kajaani\\_Paper\\_Mill\\_and\\_Tervasaari\\_Pulp\\_Mill\\_in\\_Finland\\_by\\_the\\_End\\_of\\_the\\_Year/](http://news.paperindex.com/NewProjects_MillClosures/UPM_to_Close_Kajaani_Paper_Mill_and_Tervasaari_Pulp_Mill_in_Finland_by_the_End_of_the_Year/); “Rottneros to close Utansjö pulp mill in 2<sup>nd</sup> quarter”, 9 January 2008, available at: [http://www.papere.com/2008news/01\\_09\\_2008rottneros.html](http://www.papere.com/2008news/01_09_2008rottneros.html); “Ripple effect felt from Maine mill closure”, 6 May 2009, available at: <http://www.seacoastonline.com/articles/20090506-NEWS-90506032>; “Crofton pulp mill closure prompts calls for industry aid”, 26 February 2009, available at: <http://www.canada.com/vancouver/news/business/story.html?id=038535cf-9899-4eb2-85b9-598e9851f040&k=40725>; “Pulp and paper woes reach far and wide”, last updated Sep. 1 2009, available at: <http://www.cbc.ca/money/story/2009/09/01/f-forestry-background.html?ref=rss>; “Stora Enso cutbacks spark strong backlash”, Helsingin Sanomat, 20 Aug. 2009, available at: <http://www.hs.fi/english/article/Stora+Enso+cutbacks+spark+strong+backlash/1135248665634>.

<sup>185</sup>“Shutdown of Kaskinen this week – permanent job found for 56 persons”, Mar. 2009, available at: <http://www.metsabotnia.com/en/?path=204;210;211;2672;2793>; Botnia Press Release, 2 Sep. 2009, available at: <http://www.metsabotnia.com/default.asp?path=1,79,1643,2826,3056>

has expressly recognized this, even if it then grossly distorted Argentina's position when it referred in its Counter-Memorial to the request for the plant's "demolition"<sup>186</sup>, a term which Argentina has not used.

66 28. Members of the Court, the dismantling, conversion or relocation of Botnia will certainly not be unprecedented. National courts confronting issues like those in this case have repeatedly ordered the shutdown or removal of pulp mills and other industries. In 2003 the Supreme Court of India clearly expressed its intention to shut down all industrial plants — big or small, privately or publicly owned, local or foreign — which pollute rivers, particularly in densely populated areas<sup>187</sup>.

29. In China, the administrative and judicial authorities do not shrink from cleaning up major rivers by ordering the shutdown of polluting factories<sup>188</sup>. As recently as in 2007, the Chinese Government announced its intention to close several thousand polluting paper pulp mills, representing annual production of 3 million tons<sup>189</sup>.

30. Likewise, the dismantling of an industrial facility violating the law is far from unprecedented or even unusual. As an example of this, I shall cite a 1988 decision by the Federal Administrative Court of Germany, upheld in 1998, in which the Mülheim-Kärlich nuclear power plant was ordered shut down and dismantled on account of defects in the authorization

---

<sup>186</sup>CMU, paras. 1.41, 7.53, 7.56, and 7.63.

<sup>187</sup>Noronha, Frederick, "India's Supreme Court Panel cracks down on hazardous waste", 19 Nov. 2004, available at: <http://www.ens-newswire.com/ens/nov2004/2004-11-19-01.asp>; Sharma, Dinesh C., "By Order of the Court: Environmental Cleanup in India", available at: <http://www.pubmedcentral.nih.gov/articlerender.fcgi?artid=1257623>; Surendranath, C., "Burn-and-dump in Kerala", at <http://infochangeindia.org/200412015597/Agenda/Industrial-Pollution/Burn-and-dump-in-Kerala.html>; Supreme Court of India, *T.N. Godavarman Thirumulpad v. Union of India (UOI) and Ors.*, decided on 15 Dec. 2006, available at: [www.ielrc.org/content/e0612.pdf](http://www.ielrc.org/content/e0612.pdf); Maharashtra Pollution Control Board, "Important High Court / Supreme Court Orders — (2) M/s. Mangalam Laboratories Pvt.Ltd.V/s M.P.C. Board", available at: <http://mpcb.gov.in/legal/imphighcourt2.php>.

<sup>188</sup>Letovsky, R., Ramazani, R., and Murphy, D., "Environmental Protection and Economic Development: The Case of the Huaihe River Basin Cleanup Plan", The William Davidson Institute, Working paper Number 147, June 1998, p. 8, available at: <http://deepblue.lib.umich.edu/bitstream/2027.42/39536/3/wp147.pdf>; Barr, C., and Cossalter, C., "China's development of a plantation-based wood pulp industry: government policies, financial incentives, and investment trends", *International Forestry Review*, Vol. 6 (3-4), 2004, p. 268; "China to close small mills", July 2007, available at: [http://findarticles.com/p/articles/mi\\_qa5371/is\\_/ai\\_n21292426?tag=artBody;col1](http://findarticles.com/p/articles/mi_qa5371/is_/ai_n21292426?tag=artBody;col1)

<sup>189</sup>"China to close small mills", July 2007, in [http://findarticles.com/p/articles/mi\\_qa5371/is\\_/ai\\_n21292426?tag=artBody;col1](http://findarticles.com/p/articles/mi_qa5371/is_/ai_n21292426?tag=artBody;col1); GLG News, "Can China alone keep the pulp market tight? What about India?", 12 Feb. 2008, in <http://www.glggroup.com/News/Can-China-alone-keep-the-pulp-market-tight---What-about-India--21653.html>

procedure<sup>190</sup>. That plant had been in service for more than a year and a half and the court was not swayed from applying the law by the plant's capital cost in excess of 3.5 billion euros.

67 31. The reassignment of pulp mills to other uses also results from decisions by the companies themselves to shut down. To give you one example: Stora Enso's plant in Hamina (Finland) closed down in January 2008 and was purchased early this year by Google, for use as a data center<sup>191</sup>.

32. In addition to the economic and social considerations, account must of course also be taken of the special vulnerabilities of the River Uruguay at the spot chosen by Botnia. You have no doubt understood, Members of the Court, that the key issue in this dispute is the siting of this gigantic mill, which could and should have been built elsewhere.

33. Members of the Court, you have the opportunity to protect the fragile environment of the River Uruguay, to save the 1975 Statute and to create the conditions ensuring that from now on all new projects will follow the course set out in its Chapter II and comply fully with its substantive provisions. To re-establish the full range of ties between the two peoples. To settle this dispute and ward off others. In a word, quite simply to apply the law and dispense plain justice. This will be to the benefit of both countries.

34. Mr. President, Members of the Court, on behalf of the entire Argentine delegation I thank you for your kind attention in this first round of oral argument.

The VICE-PRESIDENT, Acting President: Thank you, Professor Kohen. Judge Simma wishes to put several questions to the Parties. Judge Simma, you have the floor.

M. le juge SIMMA : Merci, Monsieur le vice-président. J'ai un certain nombre de questions à poser, qui s'adressent, hormis pour l'une d'elles, aux deux Parties.

---

<sup>190</sup>Entscheidungen des Bundesverwaltungsgerichts — Urteil des 7. Senats vom 9. Sep. 1988 — BVerwG 7 C 3.86, BVerwGE Bd. 80, 1989, Carl Heymanns Verlag KG Berlin, p. 207-223; Urteil des 11. Senats vom 14 Jan. 1998 — BVerwG 11 C 11.96, BVerwGE 106, 1999, p. 115-129. See also: *Rhein-Zeitung* (RZ-Online) "Atomkraftwerk Mülheim-Kärlich: Rentner legte Reaktor lahm", 5 Sep. 2008, at <http://rhein-zeitung.de/on/08/09/05/rlp/trzo471393.html>

<sup>191</sup>"Google Buys ? A Paper Mill?", *Washington Post*, 12 Feb. 2009, available at: <http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2009/02/12/AR2009021200587.html>.

### Questions adressées aux deux Parties

1. Concernant les rejets de *chlore* dans les eaux du fleuve Uruguay, il a été dit à la Cour que l'usine Botnia utilisait la technique dite de la «séquence de blanchiment sans chlore élémentaire» (technique ECF), réputée laisser malgré tout subsister d'importantes quantités de polluants organiques persistants, tels que les dioxines et les furanes. Il a également été dit à la Cour que, dans les usines de pâte à papier les plus récentes, il était possible d'éliminer totalement la production de tels produits toxiques en recourant à la technique dite de la «séquence de blanchiment sans aucun composé chloré» (technique TCF).

68

Deux questions se posent dès lors :

- a) Laquelle de ces deux techniques est ou sera utilisée par les usines Botnia implantées dans les Etats membres de la Communauté européenne, notamment en Finlande, et plus particulièrement par les usines les plus récentes ou par celles actuellement à l'étude ou en cours de construction et dont les rejets se déversent dans un cours d'eau ?
- b) Serait-il techniquement possible (je répète : techniquement) de passer, à l'usine de Fray Bentos, de la technique ECF à la technique TCF ?

2. Il a également été indiqué à la Cour que les rejets de polluants organiques persistants et de nutriments par les usines de pâte à papier, en particulier les rejets d'azote et de phosphore, pouvaient être maîtrisés si un système de traitement des effluents comprenant un stade de traitement *tertiaire* était utilisé. Il a en outre été indiqué à la Cour que le système de traitement des effluents mis en place à l'usine Botnia qui nous intéresse ici ne subit qu'un traitement primaire et un traitement secondaire.

Cela m'amène aux questions suivantes :

- a) D'un point de vue technique et environnemental, serait-il possible, et serait-il sensé, d'ajouter une installation de traitement tertiaire à la station d'épuration des effluents de l'usine Botnia, ou les émissions de carbone liées à la production de l'énergie nécessaire audit traitement tertiaire annihileraient-elles le bénéfice résultant de l'ajout de cette troisième étape de traitement ?
- b) L'épuration des effluents des usines Botnia dont il est question au point 1) a) ci-dessus comporte-t-elle une étape de traitement tertiaire ?

3. Existe-t-il des techniques susceptibles de minimiser les *rejets malodorants* (causés par le soufre) de l'usine Botnia ?

**Question adressée à l'Uruguay**

4. L'usine Botnia a-t-elle recours au *lindane* chloré comme pesticide pour conserver le bois ?  
Je vous remercie.

69 The VICE-PRESIDENT, Acting President: Thank you, Judge Simma. The precise text of this question will be sent to the Parties in written form as soon as possible. In accordance with the usual practice, the Parties are invited to reply to these questions at the coming hearings. Uruguay could provide replies in its first round of oral argument, while Argentina will have the opportunity to do so in the second round.

This marks the end of the first round of oral argument of the Republic of Argentina. The Court will meet again on Monday 21 September 2009 at 10 a.m. to hear the Eastern Republic of Uruguay present its first round of oral argument. The sitting for the first round of oral argument of the Republic of Argentina is closed.

*The Court rose at 12.55 p.m.*

---